



**BCEAO**

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**NOTE MENSUELLE DE CONJONCTURE  
ECONOMIQUE DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA A FIN AVRIL 2020**

Juin 2020



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**NOTE MENSUELLE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE DANS LES PAYS DE  
L'UEMOA A FIN AVRIL 2020**

---

**Juin 2020**

---

## SOMMAIRE

---

	<b>Pages</b>
<b>PRINCIPALES TENDANCES DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE</b>	<b>3</b>
<b>I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL</b>	<b>5</b>
1.1. Activité économique dans le monde	5
1.2. Actions des banques centrales	6
1.3. Marchés des matières premières	6
1.4. Marchés financiers mondiaux	8
<b>II. ACTIVITÉS ECONOMIQUES DANS L'UEMOA</b>	<b>11</b>
2.1. Production de biens et services	11
2.2 . Inflation	15
<b>III. TAUX D'INTERET, LIQUIDITE ET SITUATION MONETAIRE</b>	<b>16</b>
3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaire et interbancaire	16
3.2. Taux d'intérêt débiteurs	17
3.3. Liquidité bancaire	18
3.4. Situation monétaire	19
<b>IV. MARCHE FINANCIER DE L'UEMOA</b>	<b>22</b>
4.1. Marché boursier de l'UEMOA	22
4.2. Marché des titres de la dette publique	22
<b>V. PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'UEMOA</b>	<b>24</b>
5.1. Environnement international	24
5.2. Perspectives de croissance dans l'UEMOA	29
5.3. Perspectives d'évolution de la situation monétaire de l'Union	30
5.4. Perspectives d'inflation	31
<b>ANNEXES STATISTIQUES</b>	<b>32</b>

---

---

## PRINCIPALES TENDANCES DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE

### 1- Évolution récente

L'activité économique mondiale a été paralysée en avril 2020 par les mesures de confinement et de distanciation sociale imposées à une grande partie de la population de la planète pour freiner la pandémie de coronavirus. Aux États-Unis, la croissance de l'activité économique s'est repliée, en raison de la baisse des dépenses de consommation et de la production industrielle. Dans la zone euro, l'impact de la pandémie de Covid-19 s'est intensifié en avril 2020, entraînant des baisses sévères de la demande et de la production. L'économie britannique a connu une chute brutale en avril 2020, en raison du confinement. Au Japon, l'activité économique s'est ressentie de la diminution de la consommation des ménages et des exportations, ainsi que de la baisse des investissements au niveau mondial. Au niveau des pays émergents, l'activité économique poursuit son profil baissier, accentué par la crise sanitaire, notamment en Chine, avec le recul de la demande intérieure et extérieure. Dans le contexte de la crise sanitaire mondiale, les banques centrales ont maintenu, voire renforcé, l'orientation accommodante de leur politique monétaire pour contenir l'impact économique de cette pandémie et asseoir les conditions d'une reprise solide après ce choc sans précédent.

Les cours des matières premières exportées par les pays de l'Union ont poursuivi leur tendance baissière, du fait de la persistance de la faiblesse de la demande mondiale et de l'offre excédentaire. De même, les cours des produits alimentaires importés sont sur un profil descendant. Les marchés financiers mondiaux ont connu au cours du mois d'avril 2020 des évolutions à la hausse, dans un contexte marqué par la détermination des gouvernements et des banques centrales à contenir les effets économiques de la crise sanitaire, et à asseoir les conditions de la reprise. La monnaie européenne s'est dépréciée à l'égard des principales monnaies étrangères, notamment celles des pays avancés (États-Unis, Japon, Royaume-Uni, etc.). Au niveau de l'Afrique de l'Ouest, le franc CFA s'est déprécié par rapport aux monnaies des autres pays de la région, à l'exception de celle du Ghana.

Au niveau de l'UEMOA, les indicateurs récents de la conjoncture font ressortir la poursuite de la tendance à la baisse de l'activité économique, du fait de la situation défavorable de l'ensemble des secteurs d'activité. Quant à l'inflation, elle a rompu avec sa tendance baissière dans les pays de l'Union, tirée par la hausse des prix des produits alimentaires. Au plan de la conjoncture monétaire et financière de l'UEMOA, les taux d'intérêt sur le marché monétaire ont fortement baissé, ainsi que les tensions de trésorerie au niveau des banques, en lien avec la décision de la BCEAO de satisfaire les besoins exprimés par les banques au taux fixe de 2,5%. La liquidité propre des banques s'est consolidée. La masse monétaire s'est renforcée, avec notamment la bonne tenue des actifs extérieurs nets. Cette dynamique a permis de maintenir les réserves de l'Union à un niveau de 6,3 mois d'importations des biens et services, tout comme en mars 2020. Quant au taux de couverture de l'émission monétaire, il s'est établi à 79,8%, après 79,3% le mois précédent.

### 2- Perspectives

L'activité économique mondiale romprait avec sa tendance haussière modérée, observée tout au long de l'année 2019. L'apaisement des conflits commerciaux entre les États-Unis et la Chine, avec la signature d'un premier accord le 15 janvier 2020, et l'atténuation des incertitudes liées au brexit, avec la tenue des élections du 12 décembre 2019 et l'entrée en phase de transition, ont fait place aux perturbations des activités économiques, du fait de l'impact de l'épidémie de coronavirus

---

apparue en Chine en décembre 2019 et répandue aux cinq continents du monde. A cet effet, la plupart des institutions internationales (FMI, Banque Mondiale, OCDE, etc.) anticipent une baisse de l'économie mondiale en 2020.

Au plan interne, sur le deuxième trimestre 2020, l'activité économique enregistrerait une contraction. L'ensemble des secteurs seraient concernés. Les économies de l'Union seraient tirées à la baisse par le reflux de la demande, tant intérieure qu'à l'exportation, ainsi que par l'arrêt de certaines activités (transports, tourisme, etc.), du fait des retombées de la pandémie de Covid-19. Cette tendance pourrait être accentuée par la dégradation du climat sécuritaire et les effets de perturbations des échanges entre les pays de l'Union et le Nigeria, en lien avec la fermeture des frontières avec certains pays de l'Union. La baisse des investissements privés et des revenus des ménages, ainsi que la désorganisation des activités économiques rendraient la reprise lente après la crise sanitaire.

A cet effet, les estimations effectuées par la BCEAO sur la base des résultats des enquêtes de conjoncture et les dernières informations disponibles situent le taux de progression de l'activité économique, en glissement annuel, à -2,6% au deuxième trimestre 2020. En variation trimestrielle, le taux de croissance resterait négatif pour un deuxième trimestre consécutif (-4,3% au deuxième trimestre 2020, après une réalisation de -1,0% au premier trimestre 2020). Une contre-performance serait enregistrée au deuxième trimestre 2020 au niveau des activités commerciales, industrielles, de services et des bâtiments et travaux publics, en liaison avec les mesures de prévention prises par les Etats de l'Union, restreignant ou interdisant certaines activités.

Du côté de l'inflation, sur la proche période, le taux d'inflation maintiendrait sa progression, à respectivement +1,8% et 1,9% en mai, juin et juillet 2020, en raison essentiellement de la poursuite de la hausse des prix des produits alimentaires et du pétrole, dans un contexte où les marchés seront insuffisamment approvisionnés (baisse de l'offre de céréales de 1,9%).

---

## I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

### 1.1 Activité économique dans le monde

En avril 2020, l'activité économique mondiale a été paralysée par les mesures de confinement et de distanciation sociale imposées à une grande partie de la population de la planète pour freiner la pandémie de coronavirus. L'activité économique mondiale est orientée à la baisse, notamment dans les principaux pays partenaires de l'UEMOA. Les soutiens budgétaire et monétaire mis en place par les Etats et les banques centrales ont amoindri le profil baissier de l'économie mondiale.

**Aux États-Unis**, la croissance de l'activité économique s'est repliée, en raison de l'épidémie de coronavirus et de l'impact économique et social des mesures de confinement. La production industrielle a reculé pour le cinquième mois consécutif (-11,2% en avril 2020, selon la FED), la pandémie ayant perturbé les chaînes d'approvisionnement et mis à l'arrêt la demande. Les dépenses de consommation des ménages ont subi une chute sans précédent (-13,6% en avril, après -6,9% en mars), du fait notamment de la perte de confiance des consommateurs (-17,3 points, à 71,8 points). Dans la **zone euro**, l'impact de la pandémie de Covid-19 sur l'économie s'est intensifié en avril 2020, en raison des mesures et restrictions mises en place, entraînant des baisses sévères de la demande et de la production. A cet effet, les ventes au détail et la production industrielle dans la zone euro ont subi en avril une chute sans précédent (-11,7% et -17,1% respectivement). Cependant, le regain de dynamisme du secteur privé a modéré la tendance. L'économie britannique a connu une chute brutale en avril 2020, en raison du confinement (-20,4% du produit intérieur brut (PIB) par rapport à mars 2020). **Au Japon**, l'activité économique s'est repliée, en lien avec la diminution de la consommation des ménages et des exportations, ainsi que la baisse des investissements au niveau mondial qui plombe davantage la demande extérieure en biens d'équipement et automobiles adressée au Japon.

Au niveau des pays émergents, l'activité économique se poursuit sur son profil baissier, accentué par la crise sanitaire. En Chine, l'économie continue sur sa phase descendante, avec le recul de la demande intérieure et extérieure. En effet, suite à la fermeture des boutiques, des restaurants et autres lieux à forte fréquentation, les ventes au détail se sont repliées de 7,5%, en rythme annuel. Quant à la demande extérieure, elle a été plombée par les annulations de commandes, suite à la propagation de Covid-19 à la plupart des pays du monde. **En Inde**, l'activité économique reste atone. Cette situation reflète l'effondrement du fret ferroviaire et de la demande, sous l'effet de la crise de l'emploi. Le **Brésil** a été impacté par sa dépendance vis-à-vis des exportations des produits de base et de la demande chinoise. Les indicateurs avancés d'activité (indices de confiance, immatriculations de véhicules, etc.) indiquent une forte contraction de l'activité. La fragilité de la croissance **en Afrique du Sud** continue, en lien notamment avec la crise sanitaire et la dégradation des conditions financières ayant aggravé l'endettement des ménages et entreprises. La Banque centrale anticipe désormais une baisse du PIB de 6,0%, au lieu d'un repli de 0,2% attendu le 21 mars 2020. **En Russie**, du fait du confinement qui se poursuit jusqu'en juin 2020, l'activité économique a reculé de 12,0% en avril, après une baisse de 1,5% sur les trois premiers mois de l'année. Dans les pays voisins de l'Union, la conjoncture économique est ressortie défavorable. En particulier, au **Nigeria**, la baisse des cours du pétrole et les effets de Covid-19 ont affecté les performances de l'économie. A cet effet, la Banque centrale du pays projette un repli de l'activité économique (-3,4%) pour 2020.

---

## 1.2. Actions des banques centrales

Au cours de la période sous revue, les banques centrales à travers le monde ont maintenu, voire renforcé, l'orientation accommodante de leur politique monétaire pour contenir l'impact économique de Covid-19 et asseoir les conditions d'une reprise solide après ce choc sans précédent.

**Aux Etats-Unis**, la Réserve fédérale américaine (FED) a maintenu inchangé ses taux directeurs, après les baisses intervenues le 3 (-50 pdb) et 15 (-100 pdb) mars 2020, la fourchette cible du taux des fonds fédéraux s'établissant à 0%-0,25%. La FED reste engagée à utiliser tous ses instruments pour soutenir l'économie dans cette période de crise. **En zone euro**, la Banque Centrale Européenne (BCE) a, lors de sa réunion du 30 avril 2020, assoupli davantage les conditions des opérations d'achats de titres et mené une nouvelle série d'opérations de refinancement à plus long terme non-ciblées. La BCE vise à soutenir les conditions de liquidité et contribuer à préserver le bon fonctionnement des marchés monétaires. La **Banque d'Angleterre (BoE)** a accepté, à titre temporaire, de prêter directement à l'Etat. La BoE a prolongé ses injections de liquidités, de un à trois mois, jusqu'à fin mai 2020. La Banque du Japon (BoJ) a renforcé en avril son soutien monétaire pour le deuxième mois consécutif.

Au niveau des pays émergents, **la banque centrale chinoise** a, le 24 avril 2020, baissé de 20 points de base (pdp) son taux d'intérêt à un an de la facilité de crédit ciblée à moyen terme, à 2,95%, dans le but d'alléger les coûts de financement et soutenir l'économie face à l'impact de la crise sanitaire liée au coronavirus. **La banque centrale brésilienne** a laissé inchangé, en avril 2020, ses taux directeurs. En revanche, elle a réduit, le 6 mai 2020, de 75 points de base son taux directeur, à 3,00%, en liaison avec la forte contraction de l'activité. **La banque centrale indienne** a réduit son taux directeur de 75 points de base en avril pour le ramener à 4,4%. **La banque centrale de la Russie** a diminué son taux directeur de 50 pdb, à 5,50% le 24 avril 2020, pour tenter de contrer l'impact négatif des mesures de confinement sur l'activité économique. Dans le but d'atténuer l'impact de la pandémie de coronavirus sur l'économie, la **Banque centrale de l'Afrique du Sud** a réduit son taux d'intérêt directeur de 100 points de base, à 4,25%, le 14 avril 2020, après une baisse de même ampleur le 19 mars 2020.

**Dans la sous-région ouest africaine**, la Banque Centrale du Nigeria (CBN) a maintenu son principal taux directeur à 13,5%. La Banque du Ghana (BoG) a également maintenu son principal taux directeur à 13,5%, après la baisse de 150 points de base du 18 mars 2020. **Au niveau de la Zone CEMAC**, la BEAC, avec les facteurs de risque pesant sur la stabilité monétaire de la région, a décidé de maintenir inchangés ses taux d'intérêt, après le repli de 25 points de base, à 3,25% le 27 mars 2020.

## 1.3 – Marchés des matières premières

*Les cours des matières premières exportées par les pays de l'Union ont poursuivi leur tendance baissière durant la période sous revue, du fait de la persistance de la faiblesse de la demande mondiale et de l'offre excédentaire. Le regain d'optimisme des investisseurs, lié aux espoirs de reprise créés par la détermination des Etats et des banques centrales à atténuer les effets de Covid-19, a modéré la tendance. De même, les cours des produits alimentaires importés sont sur un profil descendant.*

*Les prix des principaux produits de base exportés par les pays de l'Union accusent un repli de 2,1%, après une réalisation de -11,2% en mars 2020. Les baisses des prix concernent*

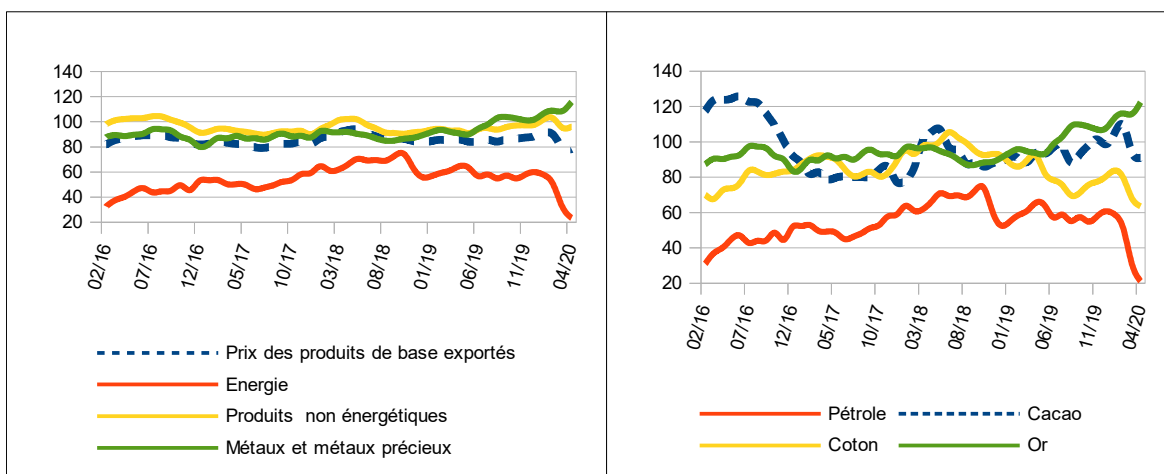
l'énergie (-27,4% contre -36,1%), atténuées par le redressement des produits non énergétiques (+0,7% contre -7,2% en mars).

L'effondrement des prix du pétrole explique le profil baissier des prix de l'énergie. Les cours du pétrole (-31,3% contre -39,8%) ont été affectés par la contraction de la demande mondiale, en liaison avec la pandémie de Covid-19 et des inquiétudes touchant les capacités de stockage, notamment aux Etats-Unis, dans un contexte d'offre excédentaire. En effet, le secteur des transports a été sévèrement touché par la chute du trafic aérien et par la contraction des ventes automobiles.

Le redressement des cours des matières premières non énergétiques exportées par les pays de l'Union concerne essentiellement les métaux et minéraux (+20,7% contre -0,1%) et les métaux précieux (+5,8% contre -0,3%), atténué par les baisses notées sur les prix des produits alimentaires (noix de cajou : -17,6%, huile de palme : -9,6%, café : -7,4% et cacao : -2,7%) et les autres matières premières (coton : -8,3% et caoutchouc : -10,3%). Les prix des métaux et minéraux sont tirés à la hausse par ceux de l'uranium (+21,5%), sous l'effet de la baisse de la production, notamment au Niger. La bonne tenue du marché des métaux précieux est liée à la hausse des prix de l'or, impulsés par la baisse des taux d'intérêt internationaux et le climat d'inquiétudes, facteurs ayant renforcé la demande du métal jaune.

Du côté des matières premières ayant connu la baisse de leurs cours, le marché de l'huile de palme a été impacté par la hausse de stocks et de production, dans un contexte où les fermetures dues au coronavirus dans le monde ayant fortement réduit la demande. La faiblesse de la consommation de vêtement, dans la situation de récession économique mondiale et de chômage massif, a impacté les prix du coton. La chute de la consommation de café hors-domicile, dans les bureaux, les hôtels, les restaurants, plus forte en avril 2020, a tiré les prix de ce produit à la baisse. La suspension de l'activité dans la construction automobile et les pneumatiques érode la demande de caoutchouc. Les craintes du ralentissement de la demande mondiale et l'amélioration des perspectives pour la récolte intermédiaire en Côte d'Ivoire, démarrée au cours du mois d'avril 2020, ont tiré les prix du cacao à la baisse.

**Graphique 1 : Évolution des cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA**  
(Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à avril 2019, les prix des principaux produits exportés par les pays de l'UEMOA ont baissé de 7,4%, après une réalisation de -4,6% le mois dernier. Les replis des cours concernent tous les produits de base, à l'exception de l'or (+30,8%), de l'uranium (+16,6%) et des huiles

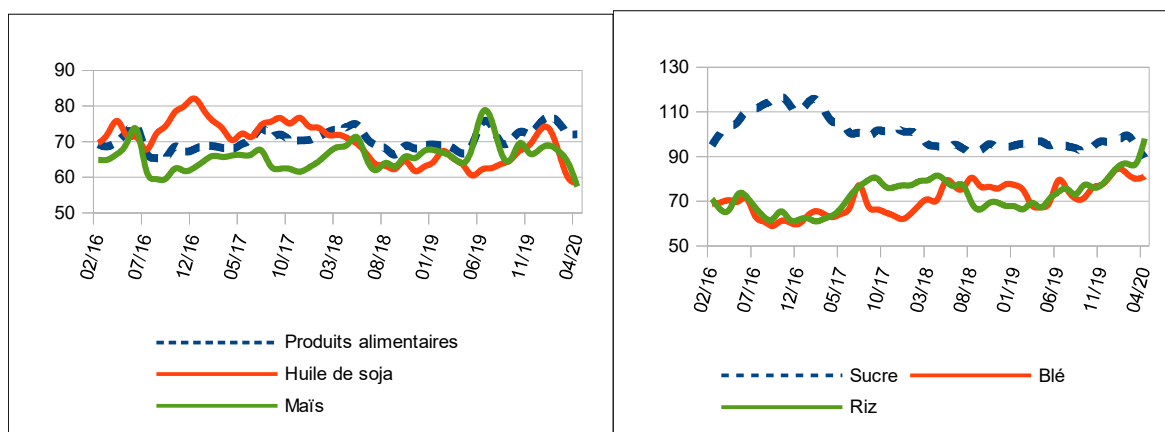


(+9,3%). Les baisses les plus importantes sont localisées au niveau du pétrole brut (-67,8%), de la noix de cajou (-45,8%), du coton (-32,5%), du gaz naturel (-27,9%), des phosphates (-27,4%), du caoutchouc (-22,4%) et du café robusta (-15,9%).

Les prix des principaux produits alimentaires importés dans l'UEMOA ont baissé de 0,4% au cours de la période sous revue, après un repli de 4,0% en mars 2020. Cette baisse concerne le maïs (-10,7%), le sucre (-5,8%) et l'huile de soja (-2,5%). La hausse des prix du riz (+12,9%) et du blé (+1,4%) ont exercé un effet modérateur.

Le fléchissement de la demande d'aliments pour animaux, les stocks importants et les nouvelles récoltes en Amérique du Sud continuent d'exercer une forte pression à la baisse sur les prix du maïs. L'effondrement des prix du pétrole brut ayant incité à produire plus du sucre et la contraction de la demande de sucre résultant des mesures de confinement ont maintenu les prix de ce produit sur une tendance baissière. Le recul de la demande a tiré les prix de l'huile de soja vers le bas. En revanche, les restrictions à l'exportation et les goulets d'étranglement logistiques chez certains fournisseurs ont fait augmenter les prix internationaux du riz. Les prix du blé ont été influencés par la hausse de la demande internationale, dans un contexte d'épuisement des quantités exportables en Russie.

**Graphique 2 : Évolution des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union**  
(Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à la même période de l'année 2019, les prix des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA ont augmenté de 8,2%, après +6,2% le mois dernier. Les prix sont tirés principalement par la hausse des cours du riz (+46,1%) et du blé (+20,5%). La baisse des prix du maïs (-10,2%), de l'huile de soja (-8,1%) et du sucre (-7,7%) a amoindri la tendance haussière des cours des produits alimentaires.

#### 1.4 - Marchés financiers mondiaux

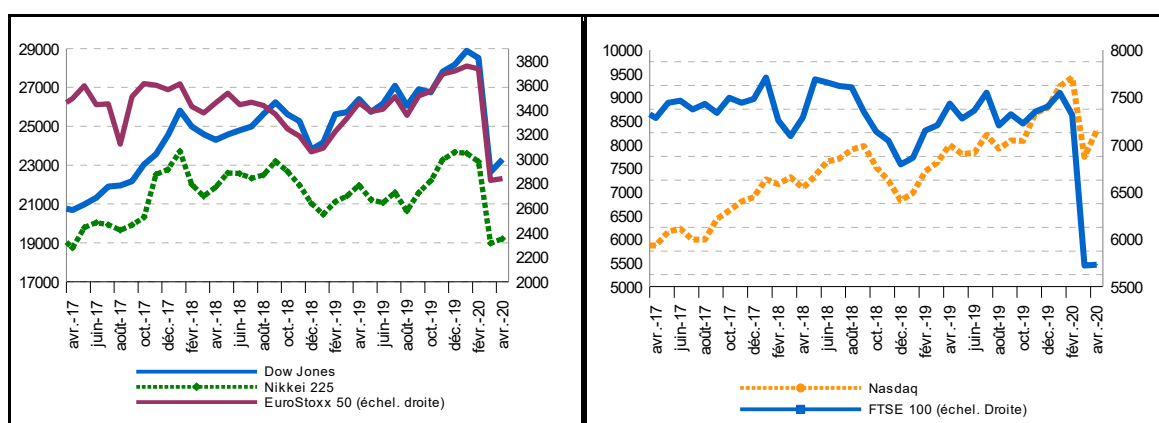
Les marchés financiers mondiaux ont connu au cours du mois d'avril 2020 des évolutions à la hausse. Ils sont soutenus par la détermination des gouvernements et des banques centrales à contenir les effets économiques de la crise sanitaire, et à asseoir les conditions de la reprise, un fois le choc passé. Les perspectives de levée des mesures de confinement et l'espoir de trouver un traitement à la pandémie ont accentué la tendance. Les incertitudes liées à la propagation de l'épidémie du coronavirus, la baisse des prix du pétrole et les indicateurs

économiques décevants diffusés durant le mois ont exercé un effet modérateur.

#### 1.4.1. Les places boursières

Les indices boursiers internationaux se sont inscrits en hausse, dans leur ensemble, en avril 2020, à l'exception de ceux des pays africains (Madex du Maroc : -12,0%, NSE du Nigeria : -5,4%, BRVM-UEMOA : -5,2% et GSE-Ghana : -2,5%). Les indices Dow Jones et Nasdaq, principaux indices boursiers des Etats-Unis, ont augmenté respectivement de 2,9% et 7,1% en avril 2020, soutenus notamment par le vaste plan soutien de la FED et de l'Etat aux entreprises et ménages frappés par la crise sanitaire. En Europe, les places financières ont été portées par les espoirs d'un ralentissement de la pandémie de coronavirus et la perspective de nouvelles mesures de relance. Ainsi, l'Euro Stoxx 50 de la zone euro s'est accru de 0,5%. Quant au FTSE 100 du Royaume-Uni, il s'est redressé de 0,1% en avril 2020. Le Nikkei 225 de la bourse du Japon a enregistré une progression mensuelle de 1,2%, imputable en partie aux nouvelles mesures de soutien prises par la Banque du Japon.

Graphique 3 : Évolution des indices boursiers internationaux (points)

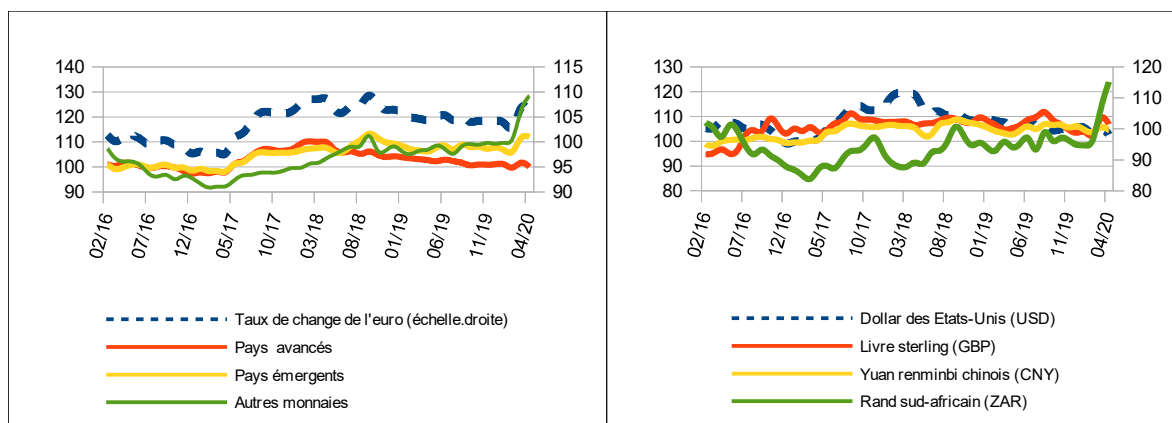


Sources : Reuters, calculs BCEAO

#### 1.4.2. Les taux de change

La monnaie européenne s'est dépréciée à l'égard des principales monnaies étrangères. Elle a été tirée à la baisse par les incertitudes relatives au plan de relance européen, les indicateurs avancés de la zone euro, ainsi que les craintes de récession mondiale du fait de Covid-19 qui amènent les investisseurs à privilégier les principales valeurs refuge (dollar des Etats-Unis, yen japonais, franc suisse, etc.). Néanmoins, l'euro s'est renforcé devant les devises des pays émergents, avec l'effondrement des cours de l'or noir. La dépréciation notée face aux devises des pays avancés concerne notamment la livre sterling (-2,1%), le dollar des Etats-Unis (-1,8%) et le yen japonais (-1,6%). Cette tendance a été atténuée par le renforcement de la monnaie unique par rapport aux monnaies des pays émergents, en l'occurrence le rand sud-africain (+9,6%), le peso mexicain (+6,6) et la livre turque (+6,3%). En effet, l'indice du taux de change de l'euro s'est replié de 1,7% vis-à-vis des devises des pays avancés. Cette tendance haussière a été modérée par la hausse de l'euro vis-à-vis des monnaies des principaux pays émergents (+0,4%) et celles des autres pays, notamment ceux producteurs de pétrole (+4,9%).

**Graphique 4 : Évolution du taux de change de l'euro face aux principales devises**  
(Indices, base 100 en 2016)

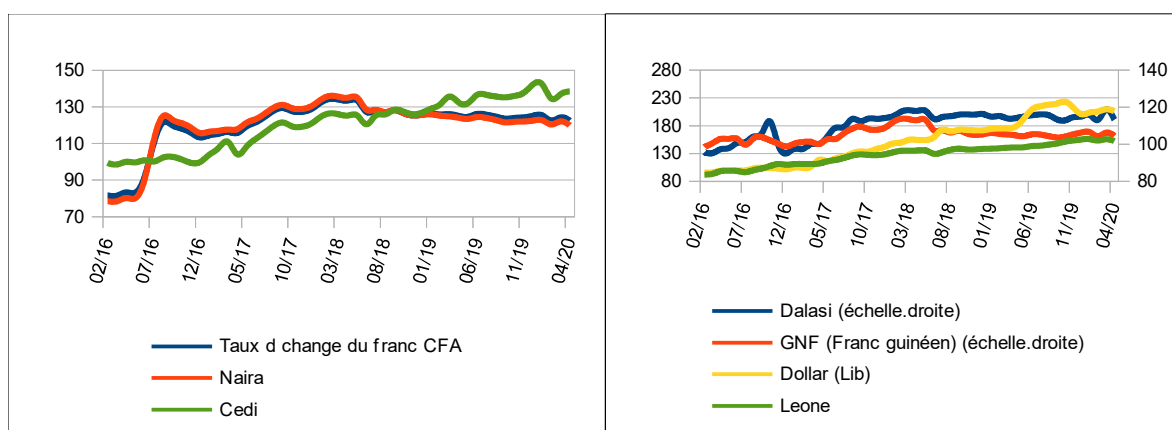


Sources : BdF, calculs BCEAO

Par rapport à la même période de l'année 2019, l'indice de taux de change de l'euro par rapport aux principales devises étrangères s'est accru de 2,0%, en liaison avec l'appréciation de la monnaie européenne par rapport à celles des pays émergents (+5,4%) et des autres pays, dont ceux producteurs de pétrole (+20,1%). La baisse de l'euro face aux monnaies des pays avancés (-2,6%) a exercé un effet modérateur.

Dans la sous-région ouest-africaine, le franc CFA s'est déprécié de 1,4% par rapport aux monnaies des pays de l'Afrique de l'Ouest. Les baisses concernent l'ensemble des monnaies de la sous-région, à l'exception du cedi ghanéen (+1,1%). Les replis sont importants, d'un mois à l'autre. Ils varient de -1,6% pour le franc guinéen à -4,6% pour le dalasi gambien, dont -2,1% pour le leone de la Sierra Leone et -1,8% pour le naira nigérian, respectivement. Cette situation traduit un retour à la norme après de fortes baisses enregistrées par ces monnaies précédemment. En variation annuelle, le franc CFA s'est affaibli de 2,0%, du fait de son recul par rapport à la devise nigériane (-3,3%), au dalasi gambien (-0,8%) et au franc guinéen, atténué par la hausse notée au niveau des autres monnaies.

**Graphique 5 : Évolution du taux de change des monnaies de l'Afrique de l'Ouest**  
(Indices, base 100 en 2016)



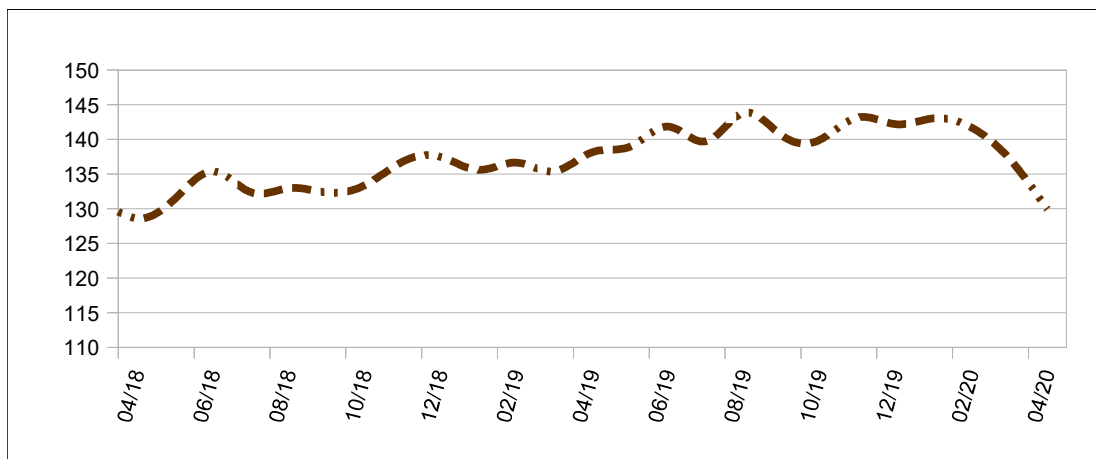
Sources : AMAO, calculs BCEAO

## II. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DANS L'UEMOA

### 2.1. Production de biens et services

Les indicateurs récents de la conjoncture font ressortir la poursuite de la tendance baissière de l'activité économique au titre du mois d'avril 2020, du fait de la conjoncture défavorable au niveau de l'ensemble des secteurs d'activité, affectés par les mesures prises par les Etats pour contenir la propagation de Covid-19. En effet, le taux de croissance des activités hors secteurs primaire et administration s'établirait à -5,3% après une réalisation de -3,2% en mars 2020. Les baisses les plus importantes touchent les bâtiments et travaux publics (-15,7 points par rapport à mars), ainsi que les activités commerciales (-6,7 points) et des services (-1,5 point). Les contre-performances sont localisées au niveau de l'ensemble des pays de l'Union, à l'exception du Burkina et du Mali, avec de forts replis au Sénégal (-10,6% contre +2,2% en mars), au Bénin (-7,5% contre -3,4%), en Côte d'Ivoire (-6,8% contre -5,7%) et au Togo (-4,8% contre -3,7%). La bonne tenue des activités notée au Burkina (+6,1% contre -9,3%) et au Mali (+5,2% contre +4,0%), ainsi que le redressement observé au Niger et en Guinée-Bissau ont exercé un effet modérateur.

Graphique 6 : Évolution de l'activité économique, hors secteur primaire et administration



Source : BCEAO

#### 2.1.1 - Production industrielle

L'indice de la production industrielle, corrigé des variations saisonnières (CVS), a poursuivi sa tendance baissière, avec un repli de 2,2% en avril 2020, après celui de 7,7% en mars dernier. L'orientation de l'activité industrielle est le reflet de la baisse notée au niveau de l'industrie manufacturière. Le rythme d'augmentation des activités extractives s'est également replié, en lien avec la mauvaise tenue de l'extraction des minerais d'uranium au Niger et d'or en Côte d'Ivoire et au Sénégal, ainsi que du pétrole brut au Niger et en Côte d'Ivoire. Le redressement de la production d'énergie (+0,0 en avril contre -0,1% en mars), en liaison avec la hausse observée au Niger, au Burkina et en Guinée-Bissau, a atténué la tendance.

La mauvaise tenue des activités manufacturières est attribuable essentiellement à la baisse de la production des produits chimiques (Sénégal, Mali, Togo et Côte d'Ivoire), des produits pétroliers raffinés (Niger, Côte d'Ivoire et Sénégal) et des produits alimentaires (Bénin, Sénégal et Guinée-

Bissau). L'accroissement des activités de fabrication de textiles (Mali et Togo) et des autres produits minéraux non métalliques (Togo, Sénégal et Niger ) a modéré la tendance.

**Tableau 1 : Evolution de l'indice de la production industrielle, données CVS  
(contribution en point de pourcentage)**

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2018	2019		2020		2020	
	avril	avril	déc	mars	avril.(*)	mars	avril.(*)
Production des activités extractives	-2.5	-0.1	0.8	0.1	0.0	1.1	1.4
dont pétrole brut et gaz naturel	-2.0	0.5	-0.5	0.0	0.3	-0.7	-1.2
Industries manufacturières	-1.0	2.8	-2.8	-7.7	-2.2	-3.7	-10.7
dont produits alimentaires et boissons	-0.3	2.3	-3.1	-4.1	-3.7	-2.3	-8.4
textiles	-0.2	0.1	0.9	0.1	2.8	0.3	1.0
produits pétroliers raffinés	-0.5	0.0	0.3	-0.1	-0.5	-0.1	-0.5
Electricité, eau et gaz	-0.4	0.1	0.4	-0.1	0.0	0.6	0.5
<b>Indice Général</b>	<b>-3.9</b>	<b>2.9</b>	<b>-1.6</b>	<b>-7.7</b>	<b>-2.2</b>	<b>-2.1</b>	<b>-8.8</b>

Source : BCEAO,

(\*) données provisoires

La baisse de la production industrielle est notée dans quatre pays de l'Union (Bénin, Sénégal, Niger et Côte d'Ivoire). La hausse notée dans les autres Etat a exercé un effet modérateur.

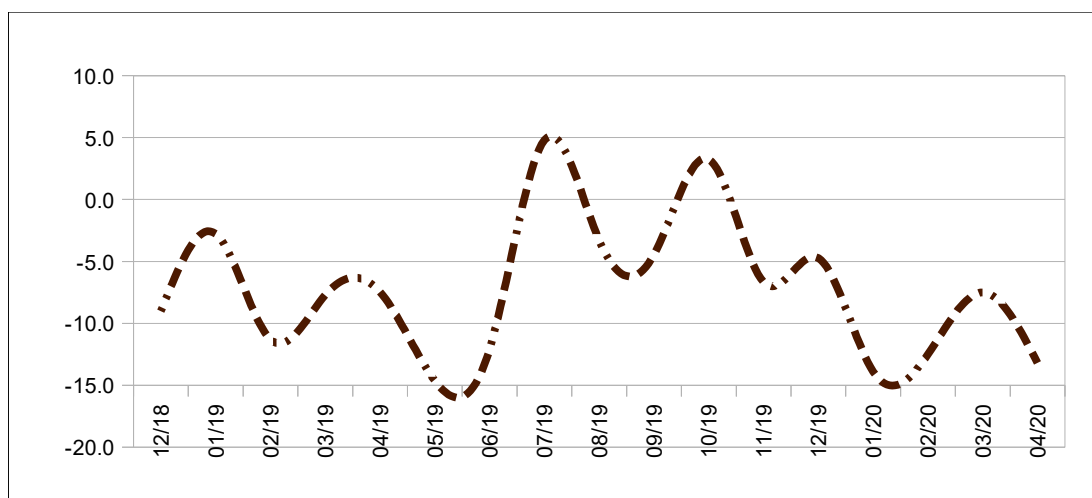
En glissement annuel, la production industrielle a baissé de 8,8% en avril 2020, après 2,1% en mars 2020, tirée essentiellement par la fabrication des produits alimentaires et boissons, de produits chimiques, de produits pétroliers raffinés, de produits métallurgiques de base et de pétrole et gaz naturel, ainsi que des activités de production d'uranium. Cette tendance a été atténuée par la bonne tenue de la production de textiles et du bois. Par pays, la baisse de la production, d'une année à l'autre, est observée au Bénin, en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau, au Niger et au Sénégal, atténuée par la hausse notée au Burkina, au Mali et au Togo.

### 2.1.2 - Bâtiments et travaux publics

Au cours du mois d'avril 2020, l'enquête auprès des chefs d'entreprise fait état d'une baisse de l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP). L'indice synthétique de conjoncture, qui résume le sentiment des acteurs des BTP, s'est replié, passant de -7,5 en mars 2020 à -13,2 en avril 2020. La nette dégradation de l'activité dans les BTP serait liée au repli de la demande de travaux (baisse de signatures de nouveaux contrats ayant conduit au recul de nouveaux travaux) et à la détérioration des conditions d'approvisionnement (hausse des coûts d'exploitation et rareté de la main d'oeuvre).

Par rapport à la même période de l'année précédente, une baisse du volume de l'activité a été observée dans l'ensemble des compartiments des bâtiments et travaux publics. Tous les Etats membres de l'UEMOA sont concernés par ce repli, à l'exception du Mali, de la Guinée-Bissau et du Sénégal où les chefs d'entreprise ont indiqué une nette amélioration de l'activité.

**Graphique 7 : Evolution de l'activité dans le secteur des BTP de l'UEMOA (en point)**



Source : BCEAO

### 2.1.3- Activité commerciale

Le taux d'évolution de l'indice du chiffre d'affaires (ICA) du commerce a baissé, en variation mensuelle, passant de -4,7% en mars 2020 à -11,5% en avril 2020. Le recul de l'activité dans le commerce de détail est principalement lié à celui des ventes des autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs (dans tous les pays de l'Union, à l'exception du Togo et de la Guinée-Bissau), des produits pétroliers (tous les pays sauf le Burkina) et des automobiles, motocycles et pièces détachées (dans l'ensemble des pays de l'Union, à l'exception de la Côte d'Ivoire, du Burkina et de la Guinée-Bissau). Cette évolution a été atténuée par la hausse des achats en matériaux de construction et des produits non transformés de l'agriculture, de la chasse ou de la sylviculture. Le repli des activités du commerce de détail, observé d'un mois à l'autre à l'échelle de l'Union, est localisé au niveau de l'ensemble des pays, à l'exception du Mali et de la Guinée-Bissau où le rythme de progression est ressorti en hausse. Les plus fortes baisses ont été observées au Sénégal (-27,7% contre +3,2%), au Bénin (-19,3% contre -9,1%), au Niger (-17,9% contre -17,8%) et en Côte d'Ivoire (-11,9% contre -3,1%).

En glissement annuel, le taux d'évolution de l'indice du chiffre d'affaires (ICA) du commerce a baissé, passant de -1,3% en mars 2020 à -15,4% en avril 2020. La baisse de l'activité dans le commerce de détail est principalement liée à celle des ventes des produits pétroliers (dans tous les pays de l'Union, à l'exception de la Guinée-Bissau, du Togo et du Bénin), des produits alimentaires (dans tous les pays de l'Union, sauf au niveau du Mali et de la Guinée-Bissau), de véhicules automobiles neufs (Togo, Sénégal, Niger, Mali et Côte d'Ivoire) et des produits pharmaceutiques (Sénégal, Côte d'Ivoire et Burkina). De façon générale, le repli des activités du commerce de détail est localisé au niveau de l'ensemble des pays de l'Union, à l'exception de la Guinée-Bissau où le rythme de progression est ressorti en hausse (+8,8% contre +6,2%). Les plus fortes baisses ont été observées au Bénin (-33,2% contre -7,5%), au Sénégal (-27,4% contre +0,1%), au Niger (-20,8% contre -2,2%) et en Côte d'Ivoire (-13,2% contre +3,2%).

**Tableau 2 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires, données CVS (point de %)**

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2018	2019		2020		2020	
	avril	avril	déc	mars	avril.(*)	mars	avril.(*)
Produits de l'alimentation	-4.6	0.2	2.5	-2.1	-3.7	-1.4	-5.4
dont autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	-3.9	0.2	0.4	-0.2	-3.6	-0.9	-4.7
Equipement de la personne	0.1	0.0	-0.3	0.2	-0.5	-0.4	-0.9
dont textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	0.1	0.0	-0.3	0.2	-0.5	-0.4	-0.9
Equipement de logement	1.6	0.5	0.2	-1.5	0.2	-0.3	-0.6
Automobiles, motocycles et pièces détachées	-0.6	0.3	1.6	0.1	-1.8	0.0	-2.0
dont véhicules automobiles neufs	-0.5	-0.1	-0.7	0.3	-1.6	0.1	-1.4
Produits pétroliers	-2.7	0.5	-4.6	-2.7	-5.5	-0.1	-6.0
Produits pharmaceutiques et cosmétiques	1.9	0.6	-1.8	0.4	-1.1	0.9	-0.5
dont produits pharmaceutiques et médicaux	2.0	0.5	-1.7	0.4	-1.0	0.9	-0.4
Produits divers	-0.3	1.0	-0.2	0.9	0.9	0.0	0.0
<b>INDICE GLOBAL</b>	<b>-4.5</b>	<b>3.2</b>	<b>-2.6</b>	<b>-4.7</b>	<b>-11.5</b>	<b>-1.3</b>	<b>-15.4</b>

Source : BCEAO

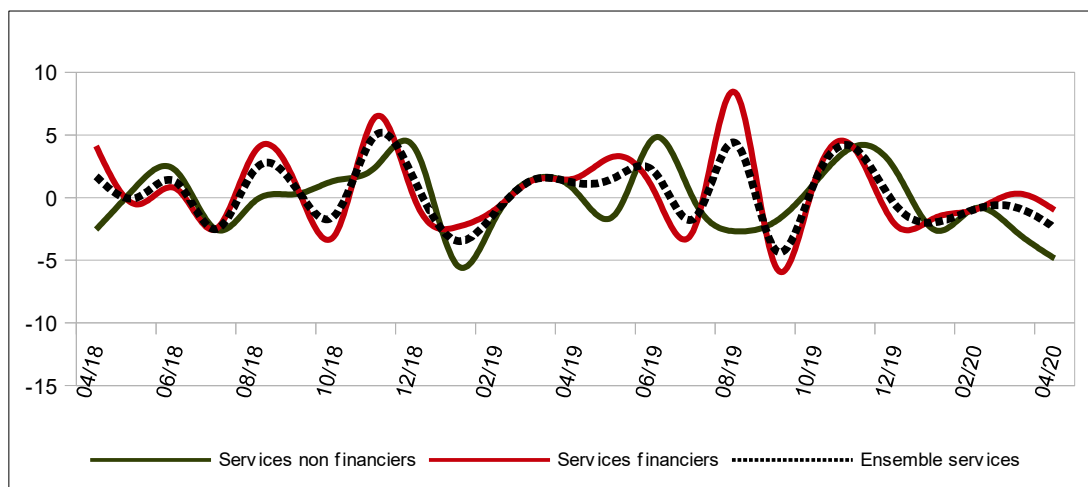
(\*) données provisoires

#### 2.1.4 - Services marchands

Selon les opinions des chefs d'entreprise, la conjoncture économique en avril 2020 est défavorable. Cette contre-performance est imputable à la baisse du volume global des ventes, notamment sur le compartiment extérieur du marché. Le chiffre d'affaires des entreprises du secteur s'est replié de 2,1% en avril 2020, après une réalisation de -0,9% et -0,5% respectivement en février et mars 2020. Les baisses concernent l'ensemble des pays de l'Union, à l'exception du Mali (+1,6%), du Bénin (+0,2%) et de la Guinée-Bissau (+0,0). Les plus forts replis sont notés au Togo (-5,0%), au Burkina (-4,6%), au Sénégal (-3,8%) et en Côte d'Ivoire (-2,5%). La baisse concerne beaucoup plus les services non financiers (-4,7% contre -3,3%), que les services financiers (-0,8% contre -0,5%).

En glissement annuel, l'activité des services marchands a maintenu une tendance haussière, mais à un rythme plus faible (+0,9% contre +4,4%), la baisse des services non financiers (-5,2% contre +0,1%) ayant été accentuée par la moindre hausse des services financiers (+3,5% contre +6,2%). Le ralentissement est observé dans tous les pays de l'UEMOA, à l'exception de la Guinée-Bissau où l'indice du chiffre d'affaires dans les services s'est accru de 8,0% en avril 2020, après une réalisation de +2,0% en mars 2020. Les replis les plus importants ont concerné le Sénégal (-4,8 points), la Côte d'Ivoire (-3,7 points) et le Togo (-3,5 points).

**Graphique 8 : Evolution de l'activité dans le secteur des services marchands de l'UEMOA (en variation mensuelle %)**



Source : BCEAO

## 2.2 – Inflation

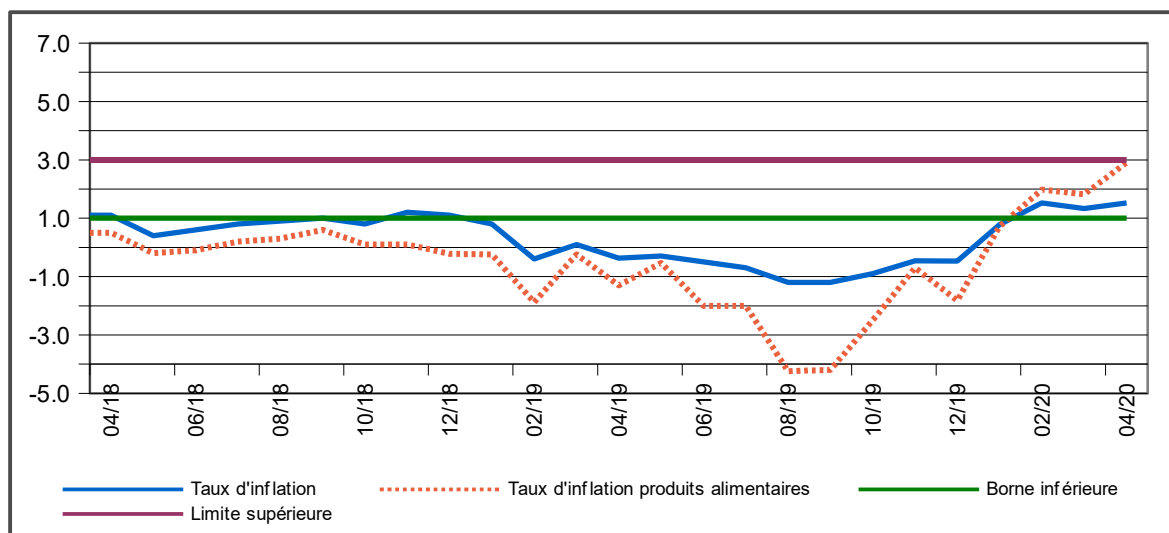
***L'inflation a poursuivi sa tendance haussière dans les pays de l'Union, en liaison notamment avec la hausse des prix des produits alimentaires.***

Sur la base des données des sources officielles des Etats, le taux d'inflation est ressorti, en glissement annuel, à 1,5% à fin avril 2020, après une réalisation de +1,3% le mois précédent. La fermeté des prix à la consommation est notamment imputable à la composante « alimentaires », dont la contribution à l'inflation totale est passée de 0,8 point de pourcentage à fin mars 2020 à 1,3 point de pourcentage à fin avril 2020. La progression des prix des produits alimentaires est en rapport avec le renchérissement des produits de la pêche, ainsi que de tubercules et plantains, du fait de la faiblesse de l'offre sur les marchés dans le contexte de la crise sanitaire liée au Covid-19. Une augmentation des prix des céréales a également été enregistrée dans les pays sahéliens, notamment au Niger, en rapport avec la baisse de la production.

La hausse du niveau général des prix a été modérée par la composante « Logement », dont la contribution à l'inflation totale est ressortie à 0,1 point de pourcentage en avril 2020, contre 0,3 point de pourcentage en mars 2020. Cette évolution est notamment liée à la baisse des tarifs d'eau au Burkina et au Niger, ainsi que de l'électricité au Niger, en raison des mesures sociales prises par les Gouvernements respectifs pour atténuer les effets de la crise sanitaire de Covid-19 sur les couches les plus vulnérables. Il est également noté une baisse des prix du gasoil et du pétrole lampant au Burkina, au Mali et au Togo, dans le sillage du repli des cours internationaux de brut.



**Graphique 9 : Evolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA (%)**



Sources : INS, BCEAO

Le taux d'inflation sous-jacente, calculé en excluant les produits dont les prix sont les plus volatils, s'est établi, en glissement annuel, à 1,0% en avril 2020, après +0,6% en mars 2020.

### III. TAUX D'INTERET, LIQUIDITE ET SITUATION MONETAIRE

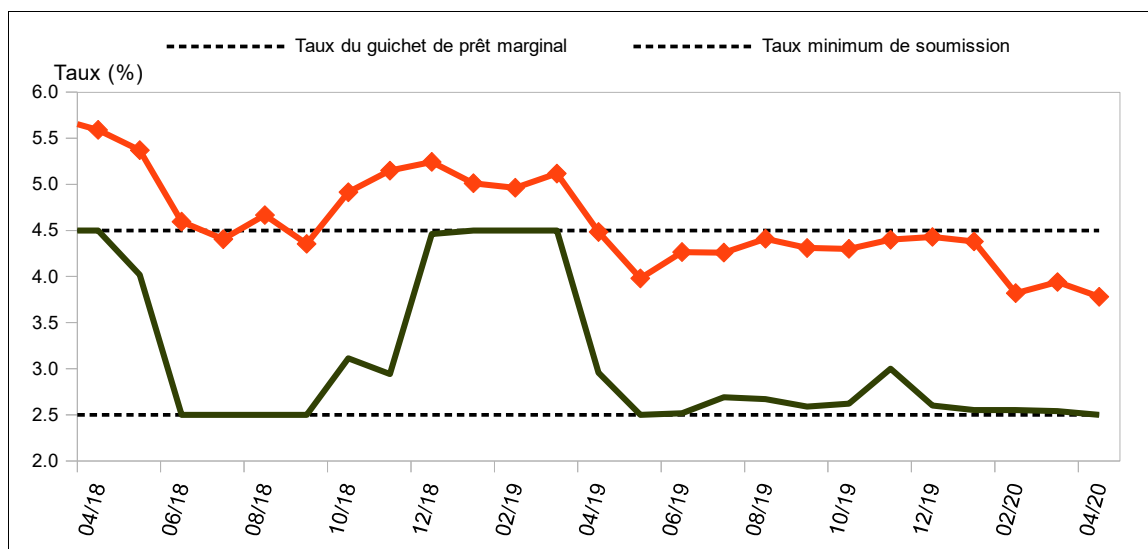
Les taux d'intérêt sur le marché monétaire ont poursuivi leur tendance baissière, dans un contexte de mesures exceptionnelles prises par la BCEAO pour contenir les effets de Covid-19 sur les économies de l'Union.

#### 3.1 Taux d'intérêt des marchés monétaire et interbancaire

En ligne avec la décision de la BCEAO d'organiser les adjudications à taux fixe, les taux d'intérêt moyen du marché monétaire se sont détendus. En effet, le taux moyen pondéré des adjudications à une semaine est passé de 2,70% en mars à 2,50% en avril 2020, soit une baisse de 20 pnb. De même, sur le guichet à un mois, le taux moyen s'est également établi à 2,50% contre 3,20% un mois plus tôt.

Sur le marché interbancaire, les taux se sont également détendus. En effet, le taux d'intérêt moyen pondéré sur le compartiment à une semaine est ressorti à 3,78%, soit un repli de 16,0 points de base. Sur l'ensemble des maturités, le taux est ressorti à 3,85%, en repli de 8,4 points de base, se situant également en dessous du taux de prêt marginal et à un plus bas niveau depuis 2018.

**Graphique 10 : Evolution mensuelle des taux d'intérêt sur le marché monétaire**



Sources : BCEAO

### 3.2- Taux d'intérêt débiteurs

L'enquête sur les conditions de banques laisse apparaître une baisse des taux d'intérêt débiteurs au cours du mois sous revue. Hors charges et taxes, le taux moyen calculé à l'échelle de l'Union est ressorti à 6,52% en avril 2020, contre 6,55% en mars 2020, soit un repli de 2,7 points de base (pdb).

Suivant la nature du débiteur, les taux d'intérêt ont baissé au niveau des concours accordés aux Etats et organismes assimilés, à la clientèle financière, aux assurances et caisses de retraite, ainsi qu'aux particuliers. La hausse du coût du crédit notée au niveau des sociétés d'Etat et établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC), ainsi que des entreprises individuelles et privées du secteur productif a modéré la tendance.

L'analyse suivant l'objet du crédit indique que le repli des taux débiteurs est localisé au niveau des crédits d'équipement, de consommation, de trésorerie et d'habitation, atténué par la hausse du coût des avances à l'exportation et à l'habitation.

**Tableau 3 : Evolution des taux débiteurs moyens des banques de l'UEMOA selon la nature et l'objet du crédit (%)**

	2017	2018	2019		2020		2020	
	avril	avril	avril	déc	mars	avril .(*)	mars	avril.(*)
<b>Taux débiteur global</b>	<b>6.77</b>	<b>6.71</b>	<b>6.72</b>	<b>6.64</b>	<b>6.55</b>	<b>6.52</b>	<b>-10.34</b>	<b>-2.72</b>
Particuliers	8.89	8.55	8.30	6.78	7.13	6.95	-99.70	-17.38
Entreprises individuelles	6.78	6.56	6.37	7.62	7.30	8.46	28.83	116.27
Entreprises privées du secteur productif	6.49	6.70	6.54	7.02	6.21	6.23	-23.63	1.63
Clientèle financière	7.76	8.61	7.04	8.13	7.52	6.64	-107.38	-87.92
Sociétés d'Etat et EPIC	4.80	5.33	6.32	1.93	5.11	5.42	320.30	30.14
Trésorerie	6.49	6.15	6.23	6.40	6.05	5.92	7.11	-12.77
Consommation	8.53	8.15	8.35	8.47	7.12	6.67	-123.06	-45.13
Equipement	6.36	8.37	7.92	6.99	8.01	7.45	62.67	-55.64
Exportation	5.50	5.91	6.90	6.97	7.19	7.50	-6.20	30.93
Habitation	8.04	7.88	7.62	6.31	7.19	7.66	-147.99	47.71

Source : BCEAO

(\*) données provisoires

### 3.3. Liquidité bancaire

Au cours du mois d'avril 2020, la liquidité propre des banques s'est consolidée de 6,3 milliards, en lien avec le retour des billets aux guichets des banques (+106,4 milliards) et le solde positif des opérations avec les Etats et autres facteurs nets (+80,8 milliards). L'incidence de ces facteurs sur la liquidité a été en partie compensée par les émissions de transferts à destination de l'étranger, dont le solde est ressorti déficitaire de 180,9 milliards.

**Tableau 4 : Facteurs explicatifs de l'évolution de la liquidité des banques**

	(en milliards)		
	avr-19 / mars-19	mars-20 / févr-20	avr-20 / mars-20
Circulation fiduciaire (1)	59.1	196.0	-106.4
Transferts nets des banques (2)	224.1	36.6	-180.9
Opérations des États avec les banques et autres facteurs nets (3)	1.2	-235.7	80.8
Position structurelle de liquidité (4) = (2) + (3) – (1)	166.2	-395.1	6.3
Réserves obligatoires (5)	-20.0	36.4	-9.0
Hausse (+) ou baisse (-) des besoins de liquidité (6) = (5) – (4)	-186.2	431.6	-15.3
Refinancements (7)	-58.2	724.1	76.2
Variation de la liquidité bancaire (8) = (4) + (7)	108.0	329.0	82.5

Source : BCEAO

L'analyse de la mise en œuvre du dispositif des réserves obligatoires, au terme de la période de constitution échu le 15 avril 2020, fait apparaître une situation excédentaire pour les banques de l'Union par rapport aux réserves requises. Les réserves libres des banques, évaluées sur la période, sont ressorties à 1.242,8 milliards, soit 164,7% des réserves requises.

**Tableau 5 : Répartition des refinancements suivant les guichets<sup>1</sup>**

Valeurs en milliards	Encours			Variations	
	avr-19	mars-20	avr-20	mars-20 / févr-20	avr-20 / mars-20
Guichet hebdomadaire	3,455.6	4,332.5	3,575.5	653.2	-757.0
Guichet mensuel	711.0	750.0	1,536.7	74.0	786.7
Guichet de prêt marginal	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Guichet spécial de refinancement	0.0	0.0	49.7	0.0	49.7
Autres refinancements	0.0	91.0	87.8	-3.1	-3.2
Refinancement total de la Banque Centrale	4,257.3	5,173.5	5,249.7	724.1	76.2

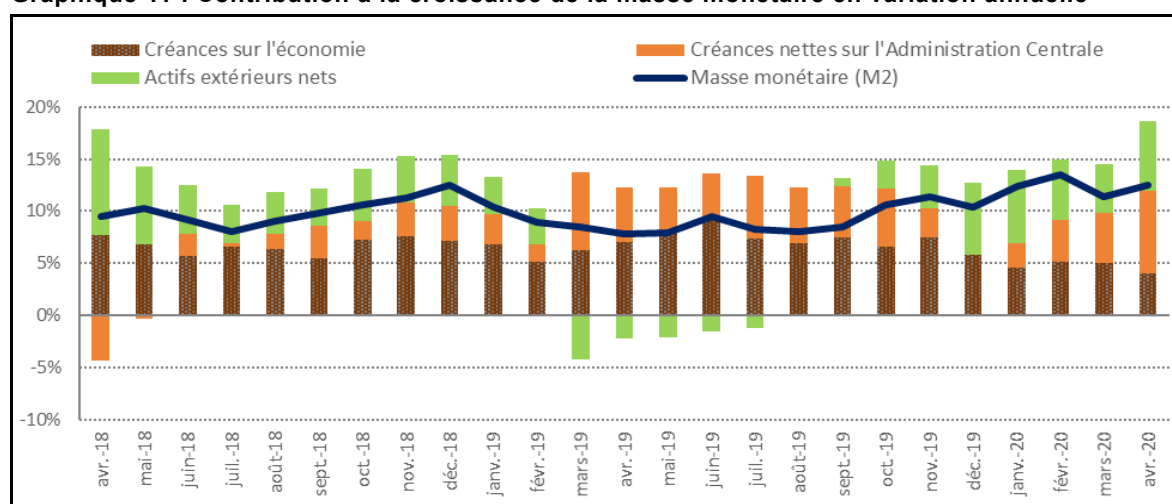
Source : BCEAO

En lien avec l'orientation des facteurs autonomes, les engagements des banques envers la Banque Centrale en avril 2020 ont augmenté de 76,2 milliards par rapport à fin mars 2020.

### 3.4 Situation monétaire

La situation monétaire de l'Union à fin avril 2020 est marquée par une progression, en glissement annuel, de la masse monétaire (+12,5%). Cette évolution est portée par l'accroissement des créances des institutions de dépôt sur les secteurs résidents (+3.316,0 milliards) et de leurs acquisitions nets d'actifs extérieurs (+1.875,2 milliards). Les dépôts se sont accrus, en glissement annuel, de 12,5% et la circulation fiduciaire s'est améliorée de 12,4%.

**Graphique 11 : Contribution à la croissance de la masse monétaire en variation annuelle**



Source : BCEAO

<sup>1</sup> NB : Les données des encours ne concernent que les banques

### 3.4.1 Les Actifs Extérieurs Nets des institutions de dépôt

D'une année à l'autre, les Actifs Extérieurs Nets (AEN) des institutions de dépôt de l'Union ont augmenté de 1.875,2 milliards, soit 32,6%, en liaison essentiellement avec l'accroissement des AEN de la BCEAO (+1.711,7 milliards), l'augmentation des AEN des banques étant limité (+163,4 milliards). La bonne tenue des AEN de la BCEAO est liée aux encaissements de devises au titre de la mobilisation, par les Etats, auprès du FMI, des ressources issues des facilités mises en place par cette institution, afin de faire face à l'urgence de la crise de Covid-19. Dans ce cadre, les Etats ont mobilisé, en avril 2020, un montant total de 1.181,3 milliards sur les ressources du FMI. L'impact de ces mobilisations a été atténué par les besoins de sorties de devises pour couvrir les importations de biens de consommation et de matériels sanitaires, afin de faire face aux effets de la crise sanitaire.

Cette bonne dynamique des réserves a permis de maintenir leur couverture en mois d'importations à 6,3 mois, tout comme en mars 2020. Quant au taux de couverture de l'émission monétaire, il s'est établi à 79,8%, après 79,3% le mois précédent.

### 3.4.2 Les créances intérieures

Les créances intérieures ont progressé, en glissement annuel, de 11,2%, pour s'établir à 32.867,3 milliards, en liaison avec la hausse des créances sur les administrations publiques centrales (APUC) et l'économie.

**Tableau 6 : Situation monétaire à fin avril 2020**

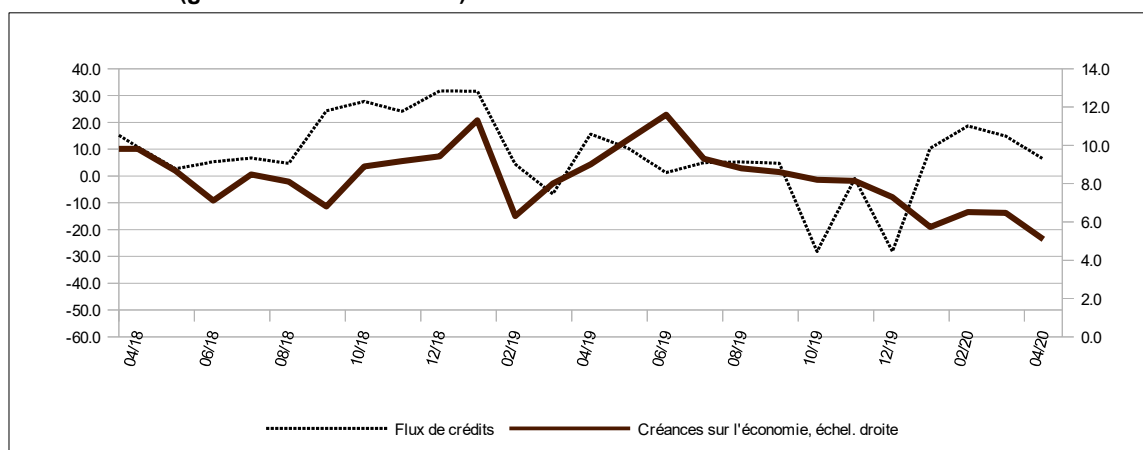
(Encours en fin de période, en milliards de FCFA sauf indication contraire)

	Dec-19	Apr-19	Mar-20	Apr-20	avril-20			
					Mensuelle	(4)/	Annuelle	(4)/(2)
					(3)	(%)	(niveau)	(%)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(niveau)	(%)	(niveau)	(%)
Masse monétaire	30.600.5	27.781.6	30.938.7	31.240.7	301.9	1.0	3.459.1	12.5
Actifs extérieurs nets	7.290.9	5.760.0	7.008.3	7.635.1	626.9	8.9	1.875.2	32.6
Créances intérieures	31.626.3	29.551.2	32.475.3	32.867.3	392.0	1.2	3.316.0	11.2
Créances nettes sur APUC*	8.118.1	7.365.3	9.302.6	9.552.1	249.5	2.7	2.186.8	29.7
Créances sur l'économie	23.508.2	22.186.0	23.172.7	23.315.2	142.5	0.6	1.129.2	5.1

Source : BCEAO  
(\* APUC : Administrations Publiques Centrales)

Le taux de croissance des créances sur l'économie s'est établi à +5,1% contre +6,5% un mois plus tôt et +9,0% à la même période de l'année 2019. La situation de la crise sanitaire a eu un impact sur la mise en place des crédits au profit des agents économiques. Au niveau des entreprises privées, le rythme de progression des concours bancaires a perdu 1,8 point de pourcentage pour ressortir à 4,6%. Quant aux ménages, les crédits dont ils ont bénéficié se sont accrus de 9,3% contre 10,2% le mois précédent.

**Graphique 12 : Evolution comparée de nouvelles mises en place de crédits bancaires et des créances sur l'économie (glissement annuel en %)**



Source : BCEAO

La baisse du rythme de progression des créances sur l'économie entre mars et avril 2020 (+5,1% contre +6,5% en mars) est en phase avec la poursuite, à un rythme plus faible, de la progression de nouvelles mises en place de crédits. En glissement annuel, les nouveaux concours bancaires se sont renforcés de 6,3% en avril 2020, après un accroissement de 14,9% en mars.

Sur une base mensuelle, les crédits nouvellement mis en place ont baissé de 3,1%, après une hausse de 9,5% et 6,6% en mars et février 2020. Ainsi, le cumul mensuel, toutes maturités confondues, est estimé à 1.326,7 milliards en avril 2020, après un niveau de 1.369,5 milliards le mois dernier, en lien avec le repli des crédits à la clientèle financière, aux Etats et organismes assimilés, ainsi qu'aux entreprises individuelles et privées du secteur productif. Quant aux dépôts mobilisés par les banques de l'UEMOA, ils ont enregistré une baisse de 3,6% en avril 2020, en ressortant à 839,3 milliards contre 870,5 milliards le mois précédent. La diminution du volume des dépôts bancaires est imputable notamment aux assurances et caisses de retraite, à la clientèle financière et aux entreprises individuelles. La hausse relevée au niveau des dépôts des entreprises privées du secteur productif et des particuliers a modéré la tendance. S'agissant du volume moyen hebdomadaire des opérations sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, il s'est limité à 213,6 milliards, en baisse de 22,5% par rapport à mars 2020. Dans ce contexte, les concours de la BCEAO aux banques se sont renforcés de 1,5%, en passant de 5.173,5 milliards à 5.249,7 milliards en avril 2020. Cette situation est intervenue au moment où les banques ont réduit leurs demandes de liquidités (-7,7%).

Au niveau du financement de l'administration centrale, les institutions de dépôt ont accru leurs concours de 2.186,8 milliards entre avril 2019 et avril 2020, largement au-dessus de sa valeur de 1.321,7 milliards au mois de mars 2020. En particulier, les financements sous forme de titres publics se sont accrus de 2.317,7 milliards. Les administrations centrales publiques ont eu recours au marché régional pour la couverture d'une partie de leurs dépenses liées à la crise, ce qui renforce leurs engagements vis-à-vis des banques.

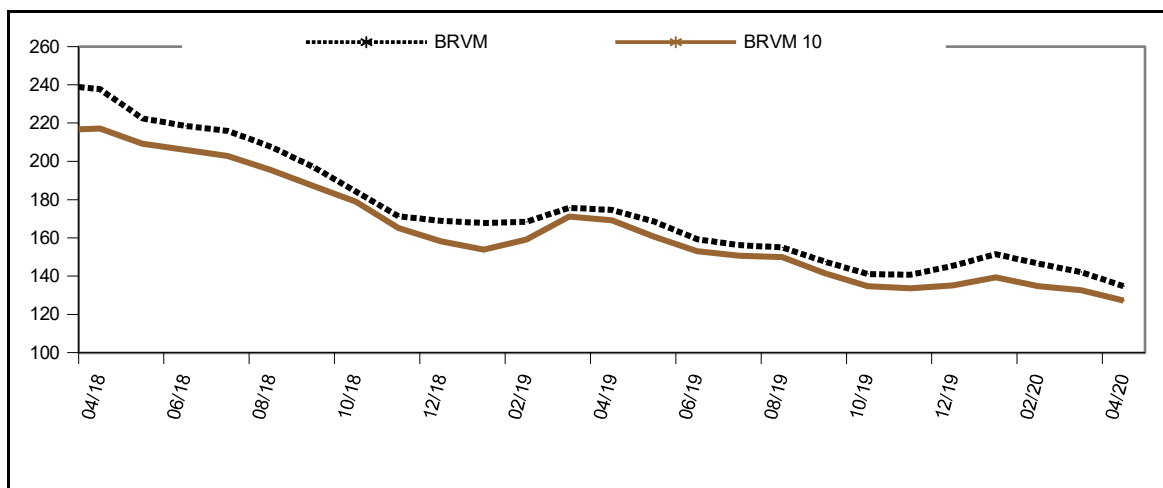
## IV. MARCHE FINANCIER DE L'UEMOA

*Les activités du marché boursier régional ont repris avec leur tendance baissière, depuis le mois de février dernier. En revanche, les Etats ont accru leurs interventions sur le marché de titres de dette publique.*

### 4.1 Marché boursier de l'UEMOA

Au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), les principaux indicateurs d'activité du marché ont repris avec leur tendance à la baisse, depuis février dernier. L'indice BRVM 10 et celui du BRVM composite se sont repliés à nouveau de 4,1% et 5,2% respectivement, s'établissant à 127,1 points et 134,8 points en avril 2020, en baisse de 12,2 points et 16,8 points par rapport à la situation de janvier 2020. Cette évolution est en lien avec les contreperformances des secteurs de distribution et d'agriculture, dans un contexte d'incertitude accrue créée par la pandémie à Covid-19.

**Graphique 13 : Evolution des indices boursiers de la BRVM (points)**



Source : BRVM

En glissement annuel, les indices BRVM composite et BRVM 10 ont reculé respectivement de 22,8% et 24,8%, d'ampleur plus forte que le repli enregistré le mois précédent.

### 4.2.- Marché de titres de la dette publique

Les Etats membres de l'UEMOA, à l'instar de la plupart des pays du monde, sont confrontés à la pandémie à Covid-19, avec de lourdes conséquences sur les plans sanitaire, économique et social. Les Etats de l'Union ont eu recours au marché financier régional pour la couverture des besoins de financement induits par la pandémie.

Au cours du mois d'avril 2020, le volume des ressources levées sur le marché financier régional s'est accru de 305,3 milliards par rapport au mois précédent, pour s'établir à 774,0 milliards, dont 469,7 milliards de bons et 304,3 milliards d'obligations. En variation annuelle, le montant des titres publics souscrits a également augmenté de 490,2 milliards par rapport à son niveau d'avril 2019. La Côte d'Ivoire et le Sénégal ont émis des bons Covid-19 pour respectivement 180,0 milliards et 103,1 milliards au cours de la période sous revue.

Le taux de couverture<sup>2</sup> des émissions est ressorti, en moyenne, à 209,9% en avril 2020 contre 274,8% un an auparavant. Les bons ont représenté 60,7% des émissions.

**Tableau 7 : Ressources mobilisées par les Etats en avril 2020 (en milliards)**

	2019	2020		Variation (mds)	
	avril	mars	avril	mensuelle	annuelle
Bons	190.3	97.0	469.7	372.7	279.4
Obligations	93.5	371.7	304.3	-67.4	210.8
<b>Total</b>	<b>283.8</b>	<b>468.7</b>	<b>774.0</b>	<b>305.3</b>	<b>490.2</b>

Sources : UMOA - Titres, BCEAO

Sur le compartiment des bons du Trésor, les taux ont été en baisse, d'un mois à l'autre. Le taux d'intérêt moyen pondéré<sup>3</sup> est ressorti à 3,86% en avril 2020 contre 4,57% le mois précédent. Il est également ressorti en repli par rapport à avril 2019 où il était de 5,56%.

Pour les émissions obligataires, le taux de rendement moyen<sup>4</sup> s'est inscrit en hausse pour se situer à 6,48% au cours de la période sous revue, contre 6,29% en mars 2020. En revanche, comparativement au mois d'avril 2019 (6,98%), il a enregistré un repli de 50 points de base.

Sur les marchés internationaux des capitaux, aucun Etat membre de l'Union n'est intervenu au cours du mois d'avril 2020.

2/ Le taux de couverture est défini par le montant des souscriptions rapporté au montant sollicité lors du lancement de l'émission.

3/ Le taux moyen pondéré correspond au taux moyen sur les soumissions pondéré des montants retenus.

4/ Le taux de rendement moyen correspond au taux de rentabilité actuariel obtenu en gardant l'obligation jusqu'à l'échéance.



---

## V. PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'UEMOA

*L'activité économique mondiale romprait avec sa tendance haussière modérée, observée tout au long de l'année 2019. L'apaisement des conflits commerciaux entre les États-Unis et la Chine, avec la signature d'un premier accord le 15 janvier 2020, et l'atténuation des incertitudes liées au brexit, avec la tenue des élections du 12 décembre 2019 et l'entrée en phase de transition, ont donné place aux perturbations des activités économiques, du fait de l'impact de l'épidémie de coronavirus apparue en Chine en décembre 2019 et répandue aux cinq continents du monde. La forte mobilisation de la communauté internationale, des États et des banques centrales, avec la mise à disposition de financements adéquats, essaie de faire face à cette crise sanitaire, qui plombe l'économie mondiale, tant du côté de la demande que de l'offre. A cet effet, la plupart des institutions internationales (FMI, Banque Mondiale, OCDE, etc.) anticipent une baisse de l'économie mondiale en 2020.*

*Au plan interne, sur le deuxième trimestre 2020, l'activité économique enregistrerait une dynamique morose, avec la baisse de la cadence, dans les économies de l'UEMOA. Les activités de l'ensemble des secteurs reculeraient, à l'instar de la plupart des pays partenaires commerciaux de l'Union. Les économies de l'UEMOA seraient tirées à la baisse par le reflux de la demande, tant intérieure qu'à l'exportation, ainsi que l'arrêt de certaines activités (transports, tourisme, etc.), du fait des retombées de la pandémie de Covid-19. Cette tendance pourrait être accentuée par la dégradation du climat sécuritaire et les effets des perturbations des échanges entre les pays de l'Union et le Nigeria, en lien avec la fermeture des frontières avec certains pays de la zone. En rythme trimestriel, les économies de l'Union entreraient en récession au deuxième trimestre 2020, compte tenu des perturbations des activités induites par les mesures de prévention contre la Covid-19. La baisse des investissements privés et des revenus des ménages, ainsi que la désorganisation des activités économiques rendraient la reprise lente après la crise sanitaire. Les mesures prises par l'autorité monétaire de l'Union, afin d'atténuer l'impact économique de la pandémie sur le système bancaire et le financement des activités économiques, et les plans de riposte et de relance des États exerceraient un effet modérateur.*

### 5.1. Environnement international

#### 5.1.1. Activité économique

Selon les dernières prévisions de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Économiques (OCDE), parues le 10 juin 2020, la croissance de l'économie mondiale s'établirait à -6,0% en 2020, sa pire contraction en temps de paix sur les cent dernières années, après une prévision de +2,4% en mars et +2,9% établie en novembre 2019. L'OCDE prévoit une remontée du taux d'augmentation du PIB mondial en 2021, à +5,2% (+1,9 point par rapport à mars 2020), à condition que l'épidémie de Covid-19 soit sous contrôle en 2020. Dans le cas d'une possible seconde vague épidémique dans le courant de l'année, la contraction de l'économie mondiale serait de 7,6% en 2020 et la reprise serait plus modeste en 2021 (+2,8%). Les plans de soutien à l'économie annoncés par de nombreux pays et institutions internationales (FMI, Banque Mondiale, Banque Africaine de Développement, etc), ainsi que les mesures d'assouplissement monétaire prises par les banques centrales réduiraient l'ampleur de ce choc.

Au niveau des pays avancés, la croissance resterait sur une tendance baissière. Aux États-Unis, la croissance se maintiendrait en territoire négatif au deuxième trimestre 2020, avant de repartir

à la hausse sur le reste de l'année. En effet, selon des projections de l'Office du Budget du Congrès (CBO), l'économie américaine se contracterait de 12,0% au deuxième trimestre 2020. Une fois les restrictions assouplies, ainsi que les soutiens budgétaire et monétaire maintenus, le produit intérieur brut (PIB) des Etats-Unis augmenterait de 5,4% au troisième trimestre et resterait sur une trajectoire expansionniste jusqu'à la fin de l'année. D'après les projections de l'OCDE, les Etats-Unis, première puissance économique mondiale, doivent se préparer à une contraction de 7,3% de leur PIB en 2020 avant un rebond de 4,1% en 2021. Dans l'éventualité d'une seconde vague de contaminations au Covid-19, la récession serait de 8,5% cette année, et le PIB américain se limiterait à une hausse de 1,9% en 2021.

En **zone euro**, selon la Commission Européenne, la croissance du PIB tomberait à -7,7% en 2020, en lien avec les mesures de confinement de la population prises pour freiner la propagation du coronavirus. Un rebond de l'activité de 6,3% est attendu en 2021, sous l'hypothèse de la maîtrise de la pandémie et de la levée progressive des mesures restreignant les affaires. La croissance des économies française et allemande en 2020 passerait en territoire négatif (-8,2% et -6,5%, respectivement), avant une reprise en 2021 (+7,4% et 5,9% respectivement). L'impact négatif de la Covid-19 serait plus fort en Italie et Espagne, avec une baisse respective de 9,5% et 9,4% du PIB en 2020. Selon l'OCDE, la zone euro s'oriente vers une contraction de 9,1% cette année, suivie d'une reprise de 6,5% en 2021. En cas d'une deuxième vague, le recul du PIB serait plus marqué en 2020 (-11,5%) et la reprise plus modeste en 2021 (+3,5%).

Au Royaume-Uni, selon l'Office for Budget Responsibility (OBR), organisme chargé d'établir des prévisions budgétaires pour le gouvernement, le PIB connaîtrait une baisse record sur la période d'avril à juin 2020 (-35,0%), avant de repartir à la hausse au troisième trimestre de cette année. L'OBR estime qu'avec la mise à l'arrêt de l'économie britannique, du fait de la Covid-19, le chômage toucherait 10% de la population active. D'après l'OCDE, le PIB britannique se contracterait de 11,5% en 2020, suivie d'une reprise de 9,0% en 2021. En cas de seconde vague épidémique, le PIB plomberait de 14,0% cette année, avant de rebondir de 5,0% en 2021.

**Tableau 8 : Prévision du taux de croissance, en glissement annuel (%)**

	Réalizations			Estimation	Prévision
	T4-2017	T4- 2018	T4- 2019	T1- 2020	T2- 2020
<b>Economies avancées</b>	<b>2.7</b>	<b>1.4</b>	<b>1.3</b>	<b>-2.1</b>	<b>-5.4</b>
<i>Etats-Unis</i>	2.8	2.5	2.3	0.3	-3.0
<i>Zone euro</i>	3.0	1.2	1.0	-3.1	-8.0
<i>Japon</i>	2.6	-0.2	-0.7	-2.2	-5.0
<i>Royaume Uni</i>	1.6	1.4	1.1	-1.6	-5.4
<b>Economies émergentes</b>	<b>4.2</b>	<b>2.7</b>	<b>1.3</b>	<b>-3.1</b>	<b>-6.0</b>
<i>Chine</i>	6.8	6.5	3.1	-6.8	-5.8
<i>Inde</i>	7.2	5.7	4.1	3.3	-5.0
<i>Brésil</i>	2.4	1.3	1.6	-0.2	-1.1
<i>Autres (Russie et AFS)</i>	2.2	0.3	-0.5	-5.7	-6.7
<b>Pays partenaires de l'UEMOA</b>	<b>2.6</b>	<b>1.3</b>	<b>1.0</b>	<b>-2.7</b>	<b>-4.1</b>
<i>Suisse</i>	2.4	1.4	1.5	-1.5	-2.0
<i>Afrique du Sud</i>	2.2	0.2	-0.6	-6.0	-7.0
<i>Autres (France, Pays-Bas et Etats-Unis)</i>	2.9	2.3	1.9	-0.2	-3.0

Sources : OCDE, calculs BCEAO

---

Selon l'OCDE, l'économie japonaise enregistrerait un recul de 6,0% en 2020, avant la reprise de 2,1% en 2021. En cas de nouvelle vague de contaminations au Covid-19, le PIB japonais tomberait de 7,3% en 2020, avant de se redresser à -0,5% en 2021. La mauvaise tenue de la consommation depuis la hausse de la TVA, de 8% à 10%, en octobre 2019, et l'impact négatif de la Covid-19 sur les exportations et l'activité industrielle expliquent la baisse des performances nipponnes. L'activité dans le secteur des services se ressentirait également, réduisant les espoirs d'un rebond porté par la demande intérieure et extérieure en 2021.

Dans les pays émergents, après un taux de croissance du produit intérieur brut chinois de 6,1% en 2019, un plus bas niveau de près de 30 ans, les perspectives économiques se sont considérablement assombries cette année, l'épidémie de coronavirus et le confinement strict ayant gravement perturbé l'activité des entreprises. A cet effet, l'OCDE anticipe une baisse du PIB de 2,6% en 2020 et un rebond de 6,8% en 2021. Le gouvernement chinois s'est abstenu de fixer un objectif de croissance. Les mesures de soutien monétaire et budgétaire réduiraient les effets de la Covid-19 et assureraient la reprise en 2021. Dans les autres pays émergents, avec l'effondrement des cours du pétrole et les effets négatifs de la pandémie, la croissance est revue à la baisse en 2020 et 2021. Les mesures budgétaire (versement anticipé de certaines prestations sociales, soutien à l'emploi, etc.) et monétaire (baisse de taux directeur, assouplissement des règles prudentielles, etc.) visant à maintenir la vigueur de la consommation des ménages compenseraient les effets de la crise sanitaire et de la baisse des cours des produits de base.

En Afrique subsaharienne, selon la Banque Mondiale, le taux de croissance du PIB s'établirait, dans le meilleur des cas, à -2,8%, avant un rebond à 3,1% en 2021. La baisse historique du PIB de la région est notamment liée aux perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales et au recul de la demande des produits de base, du fait de la pandémie à Covid-19. La reprise de 2021 est subordonnée à la stabilisation, avant la fin de l'année, de la crise sanitaire dans la région et au niveau des pays partenaires. A cet effet, en Afrique du Sud, le PIB baisserait de 7,1% en 2020 (un chiffre proche des dernières prévisions de la Banque Centrale : -7,0%), sous l'effet de vigoureuses mesures d'arrêt de l'activité économique. L'économie nigériane se contracterait de 3,2% cette année, en lien avec l'effondrement des prix du pétrole, la Banque centrale du pays étant plus pessimiste, avec une baisse attendue de 3,4%. Au Ghana, les performances de l'économie se limiteraient à +1,5% après une réalisation de 6,5% en 2019. Les pays de la Zone CEMAC devraient connaître une baisse de leur PIB en 2020 (-2,1%). La Banque Centrale (BEAC) de ces pays anticipait en mars dernier une baisse du PIB de la région de -1,6%, dans son scénario pessimiste d'évaluation des effets de la Covid-19 et du repli des cours du pétrole.

### **5.1.2. Inflation dans les pays partenaires**

Les tendances inflationnistes diminueraient dans la plupart des économies avancées et celles des principaux partenaires commerciaux de l'Union. En revanche, le taux d'inflation augmenterait dans les pays voisins (Nigeria et Ghana). A cet effet, les pressions inflationnistes demeureraient faibles dans la plupart des pays avancés, du fait notamment de la baisse des prix de l'énergie et de la demande des consommateurs, en lien avec les retombées de la Covid-19. Cette tendance a été atténuée par la hausse des prix des produits alimentaires et de services sanitaires. Au niveau des pays voisins, la fermeté des prix est en phase avec le renchérissement

des produits alimentaires et des importations, du fait des restrictions des mouvements des marchandises. Pour le cas particulier du Nigeria, la fermeture des frontières terrestres avec les pays voisins (Bénin, Niger, etc.) a exercé des pressions à la hausse sur les prix.

Dans ce contexte de faibles pressions inflationnistes et de double choc sur la demande et l'offre lié à la Covid-19, les banques centrales des pays avancés maintiendraient le cap dans l'approfondissement de leur politique monétaire accommodante (banques centrales américaine, européenne, britannique et japonaise, ainsi que celles des pays émergents et en développement). A cet effet, les projections macroéconomiques du 4 juin 2020, établies par les services de la BCE, mettent en évidence la dégradation des perspectives d'inflation. L'inflation poursuivrait le ralentissement amorcé en 2019, passant de 1,2% à 0,3% en 2020, avant de remonter à 0,8% en 2021 et 1,3% en 2022, au lieu des taux respectifs de 1,1%, 1,3% et 1,6% prévus le 12 mars 2020. Le profil d'évolution des prix au cours des prochains trimestres resterait influencé par les taux négatifs des coûts de l'énergie, le tassement de la demande et les effets à la hausse résultant des perturbations de l'offre, du fait de pandémie.

Selon les groupes de pays, l'évolution de l'inflation se présente comme suit :

**Tableau 9 : Prédiction du taux d'inflation, en variation annuelle (%)**

	Réalizations			Estimations	Prévisions
	Dec-18	Dec-19	Mar-20	Apr-20	May-20
<b>Economies avancées</b>	<b>1.34</b>	<b>1.12</b>	<b>0.49</b>	<b>-0.09</b>	<b>-0.29</b>
<i>Etats-Unis</i>	1.91	2.29	1.50	0.30	0.10
<i>Zone euro</i>	1.50	1.30	0.70	0.30	0.10
<i>Autres</i>	0.93	0.47	-0.16	-0.80	-1.00
<b>Economies émergentes</b>	<b>4.33</b>	<b>5.72</b>	<b>4.49</b>	<b>4.87</b>	<b>3.54</b>
<i>Chine</i>	1.90	4.50	4.30	3.30	2.40
<i>Inde</i>	5.24	9.63	5.50	5.40	3.93
<i>Brésil</i>	4.40	4.03	4.10	5.08	3.70
<i>Autres</i>	4.01	3.68	2.90	2.75	2.07
<b>Pays partenaires de l'UEMOA</b>	<b>2.03</b>	<b>1.91</b>	<b>1.29</b>	<b>1.06</b>	<b>0.67</b>
<i>Suisse</i>	0.69	0.16	-0.50	-1.10	-1.30
<i>Afrique du Sud</i>	4.40	4.03	4.10	5.08	3.70
<i>Autres</i>	1.94	2.51	1.45	0.77	0.67
<b>Pays voisins de l'UEMOA</b>	<b>11.09</b>	<b>11.26</b>	<b>11.47</b>	<b>12.03</b>	<b>12.21</b>
<i>Nigeria</i>	11.44	11.98	12.26	12.34	12.40
<i>Ghana</i>	9.43	7.90	7.80	10.60	11.30

Sources : OCDE, sites et revues spécialisés, calculs BCEAO

### 5.1.3. Prix des produits de base

Sur les marchés des matières premières, les prix des produits agricoles exportés par les pays de l'Union enregistreraient des évolutions à la hausse entre avril et juin 2020. Quant aux principaux produits alimentaires importés par les pays de l'Union, leurs prix augmenteraient également sur la proche période.

La bonne tenue des cours internationaux concerne tous les produits de base exportés par les pays de l'Union, à l'exception de ceux du cacao, plombés par la faiblesse de la demande dans un contexte de dégradation de la qualité des fèves, du fait de fortes pluies enregistrées en Côte d'Ivoire. Les marchés des matières premières sont en général soutenus par le regain d'espoir de la reprise de la demande mondiale, notamment celle en provenance de la Chine où l'activité industrielle a redémarré après la levée des mesures de confinement.

**Tableau 10 : Estimations des cours des matières premières (variation mensuelle en %)**

Principales matières premières	Réalizations					Prévisions
	Dec 18	Dec 19	Mar 20	Apr 20	May 20	Jun 20
<b>Produits exportés</b>	<b>-1.9</b>	<b>1.1</b>	<b>-12.4</b>	<b>-3.3</b>	<b>4.7</b>	<b>2.8</b>
Pétrole brut (NYMEX) (en \$/baril)	-13.3	5.2	-41.2	-33.7	42.6	34.0
Café robusta (OIC) (en cents/livre)	-7.4	-0.1	-0.7	-7.4	2.4	1.1
Cacao (OICC) (en cents/livre)	1.1	-2.9	-13.8	-2.7	1.7	-2.2
Coton (NY 2ème position) (en cents/livre)	-1.1	3.7	-15.0	-8.3	8.3	5.0
Huile de palme (en \$/tonne métrique)	-25.5	16.7	-15.3	-9.6	-5.9	10.7
Huile de palmiste (en \$/tonne métrique)	6.1	31.7	-14.6	4.5	-5.1	4.4
Caoutchouc (en eurocents/kg)	3.4	4.9	-9.6	-10.3	-0.9	0.4
Noix de cajou (en \$/tonne métrique)	-6.9	3.2	-15.3	-17.6	4.3	0.4
Or (en \$/once)	2.6	0.6	-0.3	5.8	1.9	0.1
<b>Produits importés</b>	<b>1.2</b>	<b>3.8</b>	<b>-3.9</b>	<b>0.1</b>	<b>2.8</b>	<b>3.7</b>
Huile de soja (cents/livre)	1.8	5.6	-11.1	-2.5	1.7	5.4
Blé (cents/boisseau)	2.6	4.9	-2.6	1.4	-5.1	-2.1
Riz (cents/lb)	-2.2	5.7	0.1	12.9	8.3	4.7
Maïs (cents/boisseau)	3.1	1.5	-4.7	-10.7	-0.8	3.1

Sources : Reuters, calculs BCEAO

Sur le marché du pétrole, les cours continuent sur une dynamique haussière, soutenus par la reprise de la demande mondiale, dans un contexte de réduction de la production. En effet, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la demande mondiale de pétrole s'établirait à 91,7 millions de barils par jour (bpj) cette année, soit 500.000 bpj de plus que ce qui était attendu au mois de mai 2020. Les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et ses alliés ont réduit, depuis le début du mois de mai 2020, leur production de 9,7 millions de barils par jour (bpj) ou 10,0% de l'offre mondiale totale. L'organisation a convenu au début du mois de prolonger l'accord de réduction de la production de même ampleur jusqu'à la fin juillet 2020 et ensuite le volume de l'offre mondiale de pétrole serait diminué de 7,7 millions de bpj jusqu'en décembre 2020.

La reprise de la demande mondiale, avec l'assouplissement du confinement dans certains pays, les politiques de soutien des programmes de biodiesel en Indonésie et en Malaisie, ainsi que la nécessaire reconstitution des stocks en particulier en Inde et en Chine, et la baisse de la production en Malaisie soutiendraient les prix de l'huile de palme et palmiste. Les prix du coton continueraient d'être renforcés par les achats de la Chine, ainsi que la perspective de la baisse de la récolte, en liaison avec le temps sec qui sévit dans la principale région cotonnière des Etats-Unis. Les prix du café seraient tirés à la hausse par la reprise de la demande et la réduction de l'offre. L'accroissement de la demande est en lien avec la réouverture progressive des économies face au recul de la Covid-19 dans certains pays. La prolifération du coronavirus au Brésil et la rétention de stocks par les planteurs vietnamiens, en lien avec la sécheresse, affaibliraient les disponibilités du café sur les marchés.

Les prix des principaux produits alimentaires importés dans l'UEMOA augmenteraient au cours de la proche période, à l'exception de ceux du blé. Cette tendance haussière serait en phase avec la perspective d'une reprise de l'économie mondiale, dans un contexte où l'offre serait réduite du fait du déficit hydrique en Europe. Les cours du blé seraient à la baisse dans les prochaines semaines, en relation avec les perspectives de disponibilités mondiales abondantes de ce produit lors de la nouvelle campagne.

---

## 5.2. Perspectives de croissance dans l'UEMOA

Pour le mois de mai 2020, les économies de l'Union continueraient d'être affectées par l'affaiblissement de la demande intérieure et extérieure. La dégradation du climat sécuritaire et social, ainsi que la fermeture des frontières de l'Union avec le reste du monde accentueraient la tendance baissière des économies de l'Union. Cependant, la tendance haussière des cours internationaux de la plupart des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA auraient des effets positifs sur le budget des Etats de l'Union, atténuant les retombées de la Covid-19 sur la croissance.

Selon les résultats de l'enquête de conjoncture de la BCEAO, l'activité économique serait mal orientée dans l'ensemble des secteurs. Les chefs d'entreprises interrogés anticipent une baisse de leurs activités, en lien avec le repli de la demande.

Selon les estimations effectuées par la BCEAO sur la base des résultats susvisés et les dernières informations disponibles, le taux d'évolution de l'activité économique, en glissement annuel, serait de -2,6% au deuxième trimestre 2020. En variation trimestrielle, le taux de croissance resterait négatif pour un deuxième trimestre consécutif (-4,3% au deuxième trimestre, après une réalisation de -1,0% au premier trimestre 2020). Les performances économiques au deuxième trimestre 2020 seraient affaiblies au niveau des activités commerciales, industrielles, de services et des bâtiments et travaux publics, conséquences des mesures de prévention prises par les Etats de l'Union, restreignant ou interdisant certaines activités.

Du côté de la demande, les dépenses d'équipement se sont effondrées, au profit des dépenses courantes de consommation, soutenues par les mesures d'urgence de soutien aux ménages, prises par certains Etats. Les revenus des particuliers ont fortement baissé, avec la désorganisation des activités du secteur informel et le recul des transferts de la diaspora. Les exportations des pays de l'Union ont diminué, en lien avec les actions entreprises pour contenir la Covid-19 (baisse de 16,7% en Côte d'Ivoire et 13,7% au Sénégal en avril 2020). En revanche, les importations se sont fortement accrues (plus de 20% d'augmentation en avril au Sénégal). Les indicateurs du climat des affaires attestent à leur tour de la détérioration de la conjoncture au deuxième trimestre 2020. Au total, tous les indicateurs conjoncturels récents signalent l'entrée des économies de l'Union en phase de récession, à l'instar de l'économie mondiale.

Par branche, la dynamique de l'économie de l'Union est projetée comme suit :

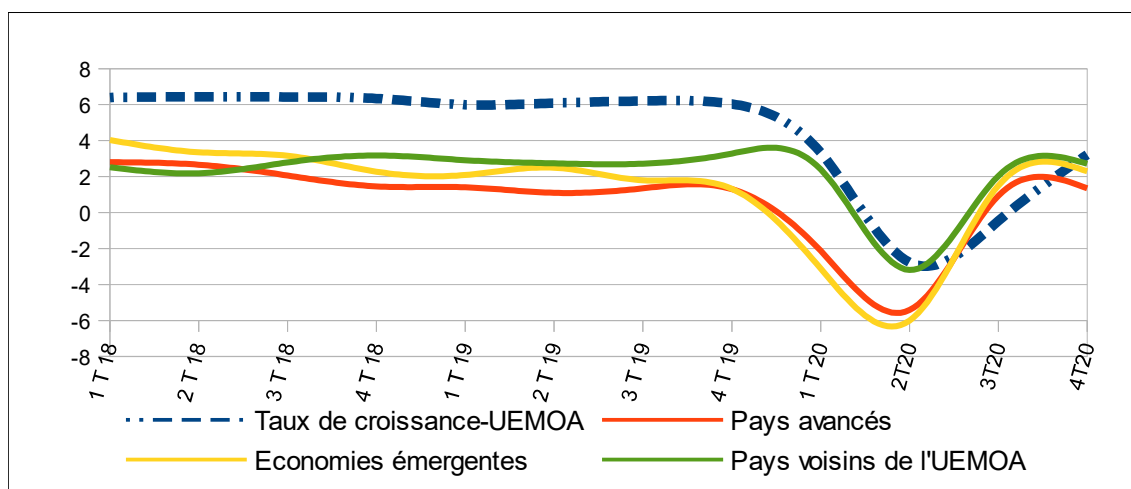
**Tableau 11 : Evolution de la croissance au sein de l'UEMOA par secteur d'activité (contribution en point de %)**

Branche d'activités	Taux de croissance Annuel (%)		Taux de croissance trimestrielle (glissement annuel %)								
	Estimations		Estimations							Prévision	
	2018	2019	T2-2018	T3-2018	T4-2018	T2-2019	T3-2019	T4-2019	T1-2020	T2-2020	T3-2020
<b>Secteur primaire</b>	<b>1.4</b>	<b>1.0</b>	<b>1.5</b>	<b>1.4</b>	<b>1.4</b>	<b>1.0</b>	<b>1.0</b>	<b>1.0</b>	<b>0.8</b>	<b>-0.4</b>	<b>-0.3</b>
Agriculture vivrière	1.1	0.7	1.1	1.1	1.1	0.7	0.7	0.7	0.7	0.2	0.2
Agriculture de rente (ou exportation)	0.2	0.2	0.3	0.2	0.1	0.2	0.1	0.1	0.0	-0.5	-0.4
Sylviculture	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Pêche	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.1	-0.1	-0.1
<b>Secteur secondaire</b>	<b>1.6</b>	<b>1.5</b>	<b>1.6</b>	<b>1.7</b>	<b>1.6</b>	<b>1.5</b>	<b>1.5</b>	<b>1.4</b>	<b>0.7</b>	<b>-1.2</b>	<b>-0.4</b>
Activités extractives	0.4	0.1	0.5	0.4	0.3	0.1	0.0	0.0	0.1	0.2	0.2
Industries manufacturières	0.8	0.9	0.8	0.8	0.8	0.9	0.9	0.9	0.3	-0.8	-0.4
Production énergie	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.0	0.0	0.1
BTP	0.3	0.4	0.3	0.4	0.4	0.4	0.5	0.4	0.3	-0.6	-0.2
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>3.3</b>	<b>3.6</b>	<b>3.3</b>	<b>3.3</b>	<b>3.4</b>	<b>3.6</b>	<b>3.7</b>	<b>3.6</b>	<b>1.8</b>	<b>-1.0</b>	<b>0.2</b>
Commerce	0.4	0.7	0.4	0.4	0.4	0.7	0.7	0.8	0.4	-1.5	-0.6
Transports, postes et communications	0.4	0.6	0.4	0.4	0.4	0.6	0.6	0.6	0.1	-0.6	-0.3
Banques, assurances et autres services non marchands net SIFIM	0.7	1.3	0.7	0.7	0.7	1.3	1.3	1.2	0.4	0.4	0.4
Services non marchands	0.6	0.5	0.6	0.6	0.6	0.5	0.5	0.5	0.6	0.8	0.8
Impôts et taxes	1.3	0.5	1.3	1.2	1.2	0.5	0.6	0.6	0.3	-0.2	0.0
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>6.4</b>	<b>6.1</b>	<b>6.4</b>	<b>6.4</b>	<b>6.3</b>	<b>6.1</b>	<b>6.2</b>	<b>6.0</b>	<b>3.3</b>	<b>-2.6</b>	<b>-0.5</b>

Source : BCEAO

Le profil des économies des Etats de l'Union reste influencé par ceux des pays partenaires commerciaux.

Graphique 14 : Dynamique récente de l'activité économique des pays de l'UEMOA (%)



Sources : OCDE, sites et revues spécialisés, calculs BCEAO

### 5.3. Perspectives d'évolution de la situation monétaire de l'Union

Selon les estimations, la masse monétaire de l'Union se situerait à 30.652,0 milliards en mai 2020 contre une réalisation de 28.197,0 milliards un an plus tôt. La hausse de 3.455,0 milliards (ou +12,3%) qui en résulterait serait imputable à la progression de 2.846,2 milliards (+9,5%) des créances intérieures et à la consolidation de 1.674,1 milliards des actifs extérieurs nets.

En particulier, l'accroissement des créances intérieures serait lié à la hausse attendue, en glissement annuel, des créances nettes sur les unités de l'administration centrale (+1.720,5

milliards ou +22,6%) et à celle des créances sur l'économie(+1.125,8 milliards ou +5,0%).

Sous l'angle de ses composantes, l'accroissement de la masse monétaire se traduirait à fin avril 2020, en glissement annuel, par la hausse des dépôts (+2.713,4 milliards ou 12,5%) et de la circulation fiduciaire (+741,6 milliards ou 11,4%).

#### 5.4. Perspectives d'inflation

Les informations disponibles à ce jour font état de la poursuite de la tendance haussière du taux d'inflation, à +1,8%, en glissement annuel, à fin mai 2020, après une réalisation de 1,5% le mois précédent. Le maintien du rythme ascendant du niveau général des prix est essentiellement imputable à la poursuite de la hausse des prix des produits alimentaires dans la plupart des pays de l'Union. Cette évolution serait en lien avec l'approvisionnement insuffisant des marchés induit par la perturbation des services de transport, atténué par le repli des prix des produits alimentaires importés. L'indice FAO des prix des produits alimentaires s'est replié de 3,1 points ou 1,9% en mai 2020, en liaison avec une forte chute des prix à l'exportation des produits laitiers, et des huiles végétales, ainsi que, dans une moindre mesure, des céréales et de la viande. Les effets négatifs de la propagation du coronavirus (covid-19) sur la demande, dans un contexte d'offre suffisante, expliquent la tendance baissière des prix des produits alimentaires importés.

**Tableau 12 : Evolution de l'inflation au sein de l'UEMOA par fonction (contribution en point de %)**

Fonctions	Réalizations							Prévision
	Dec 17	Dec 18	Dec 19	Jan 20	Feb 20	Mar 20	Apr 20	May 20
Produits alimentaires et boissons	0.5	0.0	-0.5	0.3	0.8	0.8	1.2	1.4
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1	0.0
Habillement	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Logement	0.0	0.3	0.2	0.3	0.4	0.3	0.1	0.2
Ameublement	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1
Santé	0.1	0.1	-0.1	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.0
Transport	0.1	0.3	0.1	0.1	0.2	0.1	0.1	0.1
Communication	-0.2	0.1	-0.1	0.0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
Loisirs et culture	0.0	0.1	0.0	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.0
Enseignement	0.0	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0
Restaurants et Hôtels	0.2	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.0
Autres biens	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<b>Ensemble</b>	<b>0.9</b>	<b>1.1</b>	<b>-0.5</b>	<b>0.8</b>	<b>1.5</b>	<b>1.3</b>	<b>1.5</b>	<b>1.8</b>

Sources : INS, BCEAO

Sur la proche période, le taux d'inflation maintiendrait sa progression, à respectivement +1,8% et 1,9% en juin et juillet 2020, en raison essentiellement de la poursuite de la hausse des prix des produits alimentaires et du pétrole, dans un contexte où les marchés seront insuffisamment approvisionnés (baisse de l'offre de céréales de 1,9%). Le regain de dynamisme de la demande, en produits alimentaires et sanitaires, et les perturbations des échanges commerciaux avec le Nigeria renforceront la dynamique haussière des prix à la consommation. Pour l'ensemble de l'année 2020, le taux d'inflation s'établirait à +1,8%, après une réalisation de -0,7% en 2019, sous l'influence de la fermeté des prix des produits alimentaires et de la reprise des cours du pétrole.



---

## **ANNEXES STATISTIQUES**

Tableau A.1: Variation du chiffre d'affaires par branche

Tableau A.2: Indice de la production industrielle par branche

Tableau A.3 : Taux d'intérêt débiteurs des banques de l'UEMOA

Tableau A.4 : Evolution des crédits mis en place par les banques de l'UEMOA (contribution en points de %)

Tableau A.5 : Niveau des réserves libres selon la présence au refinancement

Tableau A1 : Evolution du chiffre d'affaires par branche, (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2018	2019	2020			2020	
	avril	avril	déc	mars	avril.(*)	mars	avril.(*)
<b>PRODUITS DE L'ALIMENTATION</b>	<b>-4.6</b>	<b>0.2</b>	<b>2.5</b>	<b>-2.1</b>	<b>-3.7</b>	<b>-1.4</b>	<b>-5.4</b>
Produits non transformés de l'agriculture, de la chasse ou de la sylviculture	-0.4	0.3	1.9	-1.0	0.1	-0.3	-0.6
Produits non transformés de la pêche, de la pisciculture ou de l'aquaculture	-0.3	-0.4	0.1	-0.7	-0.4	0.0	-0.1
Autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	-3.9	0.2	0.4	-0.2	-3.6	-0.9	-4.7
<b>EQUIPEMENT DE LA PERSONNE</b>	<b>0.1</b>	<b>0.0</b>	<b>-0.3</b>	<b>0.2</b>	<b>-0.5</b>	<b>-0.4</b>	<b>-0.9</b>
Textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	0.1	0.0	-0.3	0.2	-0.5	-0.4	-0.9
Montres, horloges, bijoux et pierre précieuses	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<b>EQUIPEMENT DU LOGEMENT</b>	<b>1.6</b>	<b>0.5</b>	<b>0.2</b>	<b>-1.5</b>	<b>0.2</b>	<b>-0.3</b>	<b>-0.6</b>
Ameublement, équipements et produits ménagers	-0.9	-0.5	0.0	0.0	-0.5	0.0	-0.1
Matériaux de construction, quincaillerie, peintures, verres et articles de verre	2.5	0.9	0.2	-1.7	0.8	-0.3	-0.4
<b>AUTOMOBILES, MOTOCYCLES ET PIECES DETACHEES</b>	<b>-0.6</b>	<b>0.3</b>	<b>1.6</b>	<b>0.1</b>	<b>-1.8</b>	<b>0.0</b>	<b>-2.0</b>
Véhicules automobiles neufs	-0.5	-0.1	-0.7	0.3	-1.6	0.1	-1.4
Véhicules automobiles usagers	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Motocycles neufs	0.1	0.3	1.2	-0.3	0.3	0.0	0.0
Motocycles usagers	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles neufs	-0.2	0.1	1.0	0.1	-0.5	0.0	-0.6
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles usagers	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<b>PRODUITS PETROLIERS</b>	<b>-2.7</b>	<b>0.5</b>	<b>-4.6</b>	<b>-2.7</b>	<b>-5.5</b>	<b>-0.1</b>	<b>-6.0</b>
Produits pétroliers	-2.7	0.5	-4.6	-2.7	-5.5	-0.1	-6.0
<b>PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET COSMETIQUES</b>	<b>1.9</b>	<b>0.6</b>	<b>-1.8</b>	<b>0.4</b>	<b>-1.1</b>	<b>0.9</b>	<b>-0.5</b>
Produits pharmaceutiques et médicaux	2.0	0.5	-1.7	0.4	-1.0	0.9	-0.4
Parfumerie et produits de beauté	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.1	0.0
<b>PRODUITS DIVERS</b>	<b>-0.3</b>	<b>1.0</b>	<b>-0.2</b>	<b>0.9</b>	<b>0.9</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>
Machines de bureau et matériel et informatique	-1.6	-0.8	-0.4	0.4	-0.6	0.0	0.1
Autres appareils électriques et électroniques non ménagers	0.0	0.1	-0.1	-0.2	0.1	0.0	-0.1
Articles de presse, librairie, papeterie, fournitures scolaires	-0.3	-0.2	0.2	0.0	-0.3	0.1	0.0
Autres produits	1.6	1.9	0.1	0.6	1.5	0.0	-0.3
<b>INDICE GLOBAL</b>	<b>-4.5</b>	<b>3.2</b>	<b>-2.6</b>	<b>-4.7</b>	<b>-11.5</b>	<b>-1.3</b>	<b>-15.4</b>

Source : BCEAO

(\*) données provisoires, CVS

Tableau A2 : Indice de la production industrielle par branche, (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2018	2019	2020			2020	
	avril	avril	déc	mars	avril.(*)	mars	avril.(*)
<b>PRODUCTION DES ACTIVITES EXTRACTIVES</b>	<b>-2.5</b>	<b>-0.1</b>	<b>0.8</b>	<b>0.1</b>	<b>0.0</b>	<b>1.1</b>	<b>1.4</b>
Pétrole brut et gaz naturel	-2.0	0.5	-0.5	0.0	0.3	-0.7	-1.2
Minerais d'uranium et de thorium	-0.1	0.3	0.2	0.5	-0.4	0.3	0.0
Minerais métalliques	-0.1	-0.4	0.6	-0.2	0.0	0.7	1.2
Autres minerais	-0.3	-0.5	0.5	-0.1	0.1	0.0	0.4
<b>INDUSTRIES MANUFACTURIERES</b>	<b>-1.0</b>	<b>2.8</b>	<b>-2.8</b>	<b>-7.7</b>	<b>-2.2</b>	<b>-3.7</b>	<b>-10.7</b>
Produits alimentaires et de boissons	-0.3	2.3	-3.1	-4.1	-3.7	-2.3	-8.4
Produits à base de tabac	0.1	0.0	1.6	0.0	0.1	0.0	0.1
Textiles	-0.2	0.1	0.9	0.1	2.8	0.3	1.0
Articles d'habillement	0.0	0.0	-0.5	0.0	0.0	0.0	0.0
Cuir; articles de voyage et de maroquinerie, articles de sellerie et de bourrellerie; chaussures	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1
Bois et articles en bois et en liège (sauf meubles); articles de vannerie et de sparterie	-0.2	0.0	0.1	0.0	0.6	0.3	0.8
Papier, carton et articles en papier et en carton	0.0	-0.1	0.1	0.0	0.0	0.0	0.1
Produits de l'édition, de l'imprimerie et supports enregistrés	0.0	0.0	0.0	0.1	0.0	-0.1	-0.1
Produits pétroliers raffinés	-0.5	0.0	0.3	-0.1	-0.5	-0.1	-0.5
Produits chimiques	-0.1	0.2	1.3	-0.8	-0.7	-0.6	-1.5
Caoutchouc et matières plastiques	-0.1	0.0	-1.3	-1.4	-0.6	0.4	0.1
Autres produits minéraux non métalliques	-0.1	0.1	0.9	-0.8	0.2	0.0	0.2
Produits métallurgiques de base	-0.2	0.1	-2.1	0.0	-0.3	-0.4	-0.8
Ouvrages en métaux (sauf machines et matériel)	0.7	0.2	-1.2	-0.6	-0.2	-0.1	-0.4
Machines et matériel n.c.a.	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Machines et appareils électriques n.c.a.	0.0	0.0	0.0	-0.1	0.0	0.0	0.0
Instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Autres matériels de transport	-0.1	0.0	0.0	0.0	-0.1	0.0	-0.1
Meubles; activités de fabrication n.c.a.	0.0	0.0	0.0	0.0	0.2	-0.1	-0.1
Produits de récupération	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<b>PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ ET D'EAU</b>	<b>-0.4</b>	<b>0.1</b>	<b>0.4</b>	<b>-0.1</b>	<b>0.0</b>	<b>0.6</b>	<b>0.5</b>
Electricité, gaz, vapeur et eau chaude	-0.3	0.2	0.5	-0.1	0.0	0.3	.4
Eau	-0.1	0.0	-0.1	0.0	0.0	0.1	.1
<b>Indice Général</b>	<b>-3.9</b>	<b>2.9</b>	<b>-1.6</b>	<b>-7.7</b>	<b>-2.2</b>	<b>-2.1</b>	<b>-8.8</b>

Source : BCEAO

(\*) données provisoire, CVS

**Tableau A3 : Taux d'intérêt débiteurs des banques de l'UEMOA (%)**

	Niveau moyen mensuel				
	2017	2018	2019	2020	
	avril	avril	avril	mars	avril.(*)
<b>NATURE DU DEBITEUR</b>					
Etat et organismes assimilés	6.38	5.44	5.80	5.99	4.05
Particuliers	8.89	8.55	8.30	7.13	6.95
Clientèle financière	7.76	8.61	7.04	7.52	6.64
Sociétés d'Etat et EPIC	4.80	5.33	6.32	5.11	5.42
Assurances-Caisses de retraite	8.08	7.44	7.31	7.44	7.15
Entreprises privées du secteur productif	6.49	6.70	6.54	6.21	6.23
Entreprises individuelles	6.78	6.56	6.37	7.30	8.46
Coopératives et groupements villageois	7.71	8.81	9.49	8.72	9.51
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	9.22	8.81	8.55	8.39	7.61
Personnels des banques	2.60	2.18	1.36	2.40	2.19
<b>Total</b>	<b>6.77</b>	<b>6.71</b>	<b>6.72</b>	<b>6.55</b>	<b>6.52</b>
<b>OBJET DU CREDIT</b>					
Habitation	8.04	7.88	7.62	7.19	7.66
Exportation	5.50	5.91	6.90	7.19	7.50
Equipement	6.36	8.37	7.92	8.01	7.45
Consommation	8.53	8.15	8.35	7.12	6.67
Trésorerie	6.49	6.15	6.23	6.05	5.92
Autres	8.12	7.28	7.38	7.08	7.44
<b>Total</b>	<b>6.77</b>	<b>6.71</b>	<b>6.72</b>	<b>6.55</b>	<b>6.52</b>
<b>DUREE DU CREDIT</b>					
inf ou égale à 1 mois	5.55	5.63	5.91	6.00	5.84
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	6.13	5.98	5.80	5.52	5.65
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	7.93	7.37	6.88	7.02	6.29
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	7.82	7.31	7.06	6.88	6.71
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	6.49	9.18	7.18	6.59	7.20
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	8.56	8.44	8.30	7.72	7.64
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	7.44	7.04	8.00	7.77	7.49
Plus de 10 ans	6.28	6.51	5.09	5.80	6.20
<b>Total</b>	<b>6.77</b>	<b>6.71</b>	<b>6.72</b>	<b>6.55</b>	<b>6.52</b>

Source : BCEAO

**Tableau A4 : Evolution des crédits mis en place par les banques de l'UEMOA**

	cumuls mensuels (en mds)				Variation mensuelle (%)		Glissement annuel (%)	
	2018	2019	2020		2020		2020	
	avril	avril	mars	avril (*)	mars	avril. (*)	mars	avril. (*)
<b>Crédits bancaires totaux</b>	1079.38	1247.73	1369.51	1326.71	9.46	-3.13	14.87	6.33
Crédits aux particuliers	129.76	147.03	260.6	313.82	74.84	20.42	97	113.44
Crédits aux entreprises privées	504.61	742.14	732.08	653.96	14.87	-10.67	-7.65	-11.88
Crédits aux entreprises du secteur public	132.55	43.14	39.2	47.43	-28.82	20.99	-9.11	9.96
Crédits de trésorerie	707.85	864.04	827.19	676.59	13.56	-18.21	21	-21.69
Crédits de consommation	156.6	127.71	249.07	256.13	91.97	2.83	76.13	100.56
crédits d'équipement	57.37	98.81	121.88	161.71	-53.6	32.68	-29.47	63.66
Crédits d'habitation	17.76	20.12	10.56	20.16	-59.73	90.86	-15.27	0.19

Source : BCEAO

**Tableau A5 : Niveau des réserves libres selon la présence au refinancement***(en milliards, sauf indication contraire)*

Pays	Banques venant au refinancement			Autres banques			Total	
	Réserves libres	RO	En % des réserves requises	Réserves libres	RO	En % des réserves requises	Réserves libres	En % des réserves requises
Bénin	36.6	43.7	83.7	11.5	5.0	230.4	48.1	98.8
Burkina	69.6	79.6	87.4	52.9	9.6	551.8	122.5	137.4
Côte d'Ivoire	251.4	186.5	134.8	434.6	96.5	450.6	686.0	242.5
Guinée-Bissau	2.3	2.5	89.9	9.9	1.9	529.7	12.2	276.6
Mali	67.9	92.5	73.4	8.6	6.5	132.3	76.5	77.2
Niger	35.5	33.8	105.0	8.4	1.2	688.1	43.8	125.3
Sénégal	90.7	131.1	69.2	103.6	23.3	444.1	194.3	125.8
Togo	39.9	29.8	133.9	19.4	11.1	174.4	59.3	144.9
<b>UMOA</b>	<b>593.8</b>	<b>599.6</b>	<b>99.0</b>	<b>649.0</b>	<b>155.1</b>	<b>418.4</b>	<b>1,242.8</b>	<b>164.7</b>

Source : BCEAO



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST